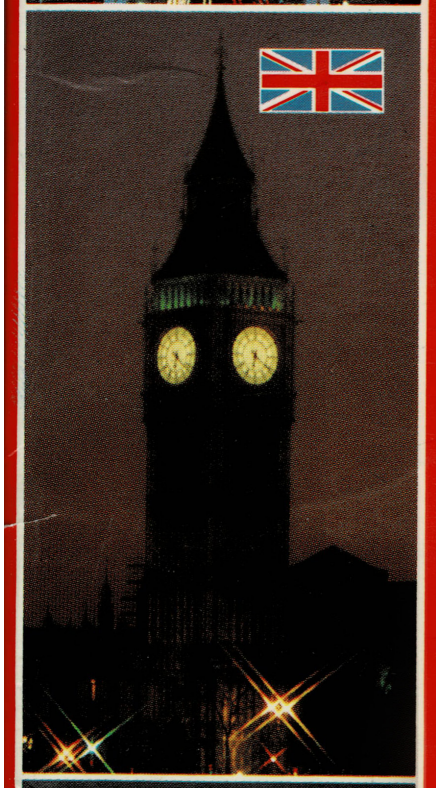
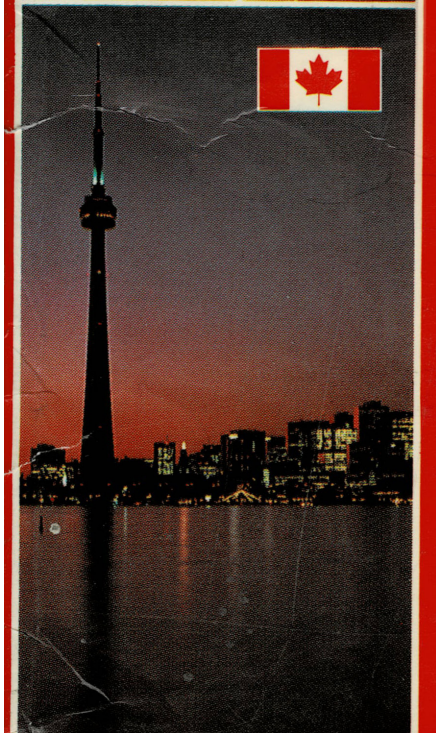




MONTRÉAL Campus

French-English University

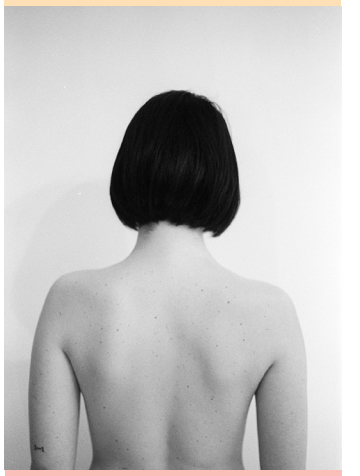
Cours en français : lectures en anglais

The flexibility of Policy 50
La souplesse de la Politique 50

UQAM P3

Discrimination sans nom

SOCIÉTÉ P7



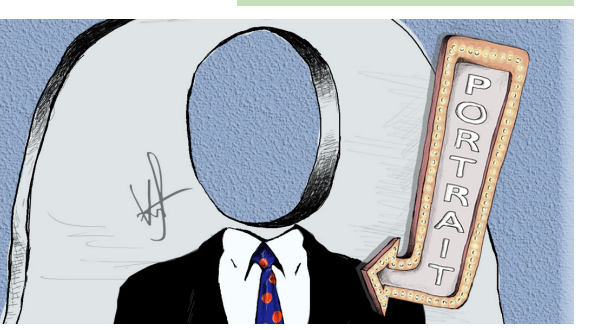
Apprendre à s'aimer au travers de la lentille

CULTURE P15

Diversité en journalisme

ANGLES MORTS P19

CAHIER P9 À 12
SPÉCIAL PORTRAITS



ÉDITORIAL

À nos stagiaires qui nous rendent fièr(e)s

FRANÇOIS-ALEXIS FAVREAU

Chaque année, le *Montréal Campus* accueille quatre journalistes stagiaires. Ils et elles participent activement à la réussite de son objectif d'offrir une information indépendante à la communauté étudiante en rédigeant des articles pertinents et originaux. L'apport des stagiaires est majeur dans notre production journalistique. Cela justifie donc la décision de l'équipe du journal de mettre la main à la pâte en ce qui concerne la reconnaissance de tous les stages à leur juste valeur.

Si cet énoncé peut sembler sortir du cadre habituel de la neutralité journalistique, c'est qu'il touche à un enjeu d'actualité récent. Au Québec, le discours pour l'amélioration des conditions de stage s'articule depuis 2016 et a culminé à l'hiver 2019 avec des grèves rassemblant 35 000 étudiants et étudiantes. Le fait que les stages non rémunérés soient concentrés dans les programmes d'études historiquement et majoritairement féminins est au cœur de l'argumentaire pour une meilleure reconnaissance des stages. Depuis les balbutiements du mouvement, le *Montréal Campus* a couvert les grèves pour la rémunération des stages ; ironiquement, ses stagiaires n'étaient pas rémunéré(e)s et n'obtenaient pas les crédits universitaires qu'ils et elles auraient dû recevoir pour leur travail.

Depuis juillet, alors que l'équipe actuelle a débuté son mandat, jusqu'à la publication de l'édition papier que vous tenez entre vos mains, ce sont plus de 200 articles journalistiques qui ont été publiés par le *Montréal Campus*. De ce nombre, 40 articles, soit le cinquième de la production du journal, ont été écrits par nos quatre stagiaires qui auront chacun et chacune laissé leur marque au journal.

Durant cette période de formation intensive, ils et elles apprennent les rudiments de la profession de journaliste. La recherche de données probantes sur leur sujet, leurs entrevues – avec une personnalité publique, un(e) parfait(e) inconnu(e) ou un(e) ministre – et le temps investi dans la rédaction de leurs articles sont toutes des tâches qui rapprochent les stagiaires du monde du travail. En définitive, ce sont 140 heures bien remplies qu'ils et elles doivent consacrer au journal pour réussir leur stage.

Ce travail non rémunéré, parfois appelé investissement ou passage obligé, apporte déjà d'importantes retombées sociales, notamment dans la communauté de l'Université du Québec à Montréal. Doté(e) de bonnes intentions et de bons outils pour guider sa pratique journalistique, le ou la stagiaire du *Montréal Campus* s'assure de mettre de l'avant les groupes marginalisés afin de donner une représentation réaliste et actuelle de notre université. Également, l'apprenant(e) participe à la diffusion des réussites de la collectivité et des découvertes issues de la recherche universitaire.

Hélas, depuis une décennie, le journal accuse un retard dans la reconnaissance des stages au sein de sa propre organisation. À vrai dire, le statut du stagiaire existe, mais sa participation au journal n'est pas systématiquement créditée à son cheminement universitaire. Selon le représentant des anciens et des anciennes du *Montréal Campus*, Louis-Samuel Perron, il est impensable que les crédits universitaires attribuables à la période de stage ne soient pas reconnus. M. Perron, en plus d'occuper un poste de journaliste judiciaire dans un média d'information à Montréal, s'est engagé au *Montréal Campus* à titre de répondant, c'est-à-dire qu'il supervise le travail des stagiaires à titre de professionnel de l'information.

Les temps ont bien changé, les ressources financières dont dispose le journal aussi. Lorsque M. Perron travaillait au *Montréal Campus*, il y a dix ans, les revenus publicitaires permettaient le versement d'un revenu d'appoint aux membres de l'équipe permanente. Sommairement, les stagiaires du journal, en plus d'obtenir les crédits universitaires mérités pour leurs apprentissages, recevaient une compensation financière à hauteur de 250 $ à toutes les deux semaines. Aujourd'hui, la baisse des revenus publicitaires dans les médias écrits d'information est tellement critique qu'il est devenu impossible de rémunérer nos stagiaires. Il en est de même pour nos fidèles collaborateurs et collaboratrices et pour l'équipe permanente.

Ainsi, la première mesure de rattrapage entreprise par l'équipe a consisté à travailler de concert avec l'École des médias de l'UQAM afin de garantir la reconnaissance, en bonne et due forme, des crédits universitaires à la suite d'un stage réussi au *Montréal Campus*. Aussi, par souci de cohérence, l'équipe a décidé de défrayer les stagiaires de cette année des frais de scolarité de 293,49 $ que chacun et chacune doit payer à l'Université pour cette période de travail encadré par l'équipe du journal. Il s'agit d'un pari financier audacieux, mais réaliste.

Ces nouvelles mesures institutionnelles viennent renforcer la crédibilité du *Montréal Campus*, qui se veut un environnement d'apprentissage inclusif valorisant la réussite des aspirant(e)s journalistes. Sait-on jamais, d'autres médias d'information écrits suivront peut-être l'exemple du *Montréal Campus* en matière de reconnaissance des stages. ❖

Rédacteur en chef : François-Alexis Favreau | **Directrice de l'information :** Léa Carrier | **Chefs et cheffes de pupitre UQAM** : Claudine Giroux et Julien Lachapelle | **Société** : Catherine Bérubé et Maude Faucher **Culture** : Andréa Spirito et Maïka Yargeau | **Vigies de la diversité et de l'inlusion** : Ariane Brodeur-Fakhoury et Eli C. Carreón **Directeur et directrice artistique** : Édouard Desroches et Lila Maitre | **Médias sociaux :** Justin Vézina | **Correctrices :** Camille Avery-Benny, Marguerite Morin et Florence Tanguay **Conception graphique** : Fernando Calderón | **Impression** : Hebdo Litho | **Illustrations** : Édouard Desroches, Lila Maitre (page éditoriale), Xiadanni Calderón (en-têtes) | **Collaborateurs et collaboratrices** : Geneviève Abran, Samira Ait Kaci Ali, Laeticia Arnaud-Sicari, Daphné Chamberland, Sandrine Côté, Élise Fiola, Marc-Antoine Franco-Rey, Roxanne Lachapelle, Marie-Soleil Lajeunesse, Lyndie Levesque, Florent Maiorana, Bruno Marcotte, Emmanuel Prince-Thauvette, Manon Touffet, Noémie Rochefort, Sabrina Thayer-Head.

Prière de recycler ce papier journal

VOL. XLII | NO.2 | 31 MARS 2021

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

est publié par les Éditions Montréal Camping inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel : **redaction@montrealcampus.ca**

UQAM

ÉDUCATION

Apprendre en anglais dans un cours en français

ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

La Politique 50 de l'UQAM préconise l'usage du français dans les cours, mais elle permet toutefois au corps professoral de donner des lectures obligatoires en angais.

NOÉMIE ROCHEFORT

Alors que le sempiternel débat autour de la langue française refait surface en raison du projet fédéral de réforme de la Loi sur les langues officielles, plusieurs étudiants et étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se butent encore à du matériel pédagogique obligatoire en anglais et ce, dans des cours donnés en français.

Ce sont souvent des lectures, parfois des capsules vidéo sans sous-titres à visionner. Sciences humaines, communication, sciences de l'environnement, arts : selon les informations recueillies par le *Montréal Campus*, une foule de départements et de facultés sont concernés. Bien que chaque cas soit différent, le corpus obligatoire en anglais est fréquent à l'UQAM, et la Politique 50 relative à la langue française de l'établissement permet aux professeurs enseignants et professeures enseignantes une certaine liberté.

En bref, l'université « *préconise l'usage du français pour l'ensemble des activités académiques et du matériel pédagogique ainsi que pour tout support à ces activités* », indique la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers. La Politique 50 fait toutefois état d'exceptions pouvant justifier l'utilisation de contenus en anglais. Selon la directive II relative à la langue d'enseignement, certaines activités peuvent se dérouler dans une autre langue que le français. Les cours de langues ou d'enseignement de l'anglais langue seconde sont ainsi exemptés. On mentionne aussi « *les cours visant l'acquisition de la terminologie propre à une discipline ou à un champ d'études* […] », sans cependant nommer les disciplines pouvant être concernées.

À ce propos, Mme Desrochers cite en exemple du contenu indisponible en français, ou encore qui ne représente pas « *la meilleure option pour couvrir complètement un contenu donné* », explique-t-elle. « *L'offre d'alternatives en français en complément à la documentation en anglais est toujours souhaitée et encouragée* […] *pour respecter l'esprit de la politique* », poursuit la directrice des relations de presse.

Le Vice-rectorat à la vie académique et le Secrétariat général sont responsables de la Politique 50 de l'UQAM. Ni le vice-recteur à la vie académique, Jean-Christian Pleau, ni la secrétaire générale, Marylène Drouin, n'étaient disponibles pour répondre aux questions du *Montréal Campus*.

De l'avis du président du Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM), Olivier Aubry, cette imprécision relative aux exceptions prévues par la politique est volontaire. Selon lui, l'administration veut « *laisser une certaine souplesse aux professeurs* ». Cette flexibilité peut néanmoins laisser place à l'interprétation.

Départ avec un désavantage

L'étudiante au baccalauréat en médias numériques Ariane Dufour doit lire deux textes en anglais d'une vingtaine de pages chaque semaine pour l'un de ses cours. Elle soutient que les raisons pour lesquelles les contenus anglophones sont priorisés sont limpides. « *Mon professeur a déjà dit en classe qu'il nous faisait lire un texte parce qu'il le préférait, tout simplement* », dit-elle. L'étudiante affirme aussi qu'elle a déjà passé un examen – en français – qui regorgeait de termes appris en anglais, mais qui n'avaient pas été traduits. Si bien que des collègues de classe utilisaient des outils de traduction en pleine évaluation.

Ariane Dufour est bilingue : lire en anglais n'entrave pas ses apprentissages outre mesure. Ce n'est cependant pas le cas de Maude Larin-Kieran, étudiante au baccalauréat en télévision. Dans son cours d'histoire des communications, certaines lectures sont en anglais. Cette session, elle en a trois : un chiffre qui peut paraître bas, mais qui lui donne du fil à retordre. « *Je sens que je pars avec un désavantage comparativement aux élèves bilingues* », confie-t-elle. Tout comme dans le cas d'Ariane, Maude estime qu'il s'agit d'un choix personnel de la part de son enseignant. Elle considère la situation « *vraiment problématique* ».

Mis au fait de ces témoignages, M. Aubry pointe du doigt une fausse croyance bien ancrée à l'intérieur du corps professoral de l'université. « *On part du principe selon lequel la majorité des étudiant(e)s peut lire en anglais* », soutient-il.

Pourtant, il existe bel et bien des uqamiens et des uqamiennes qui ne maîtrisent pas l'anglais. Parmi eux, les étudiants et les étudiantes de l'étranger ne sont pas à négliger, selon le président du SPPEUQAM. Devoir lire et comprendre des textes et des vidéos obligatoires dans une langue qui leur est inconnue ne fait « *qu'augmenter le choc* [lié à l'arrivée dans un nouveau pays] », juge M. Aubry.

Une foule d'options

Aux yeux d'Ariane et de Maude, les solutions pour remédier à ce frein à l'apprentissage sont multiples. Faire en sorte que les documents soient optionnels et non obligatoires, exiger une justification de la part des enseignant(e)s qui les utilisent, ou même fournir un avertissement aux étudiant(e)s inscrit(e)s avant leur arrivée dans un baccalauréat où les sources pédagogiques en anglais sont abondantes. En sexologie, par exemple, ces dernières représentent plus de la moitié des lectures obligatoires, selon une étudiante inscrite dans le programme. La traduction des textes, imposée par certains cégeps dont les politiques linguistiques sont plus sévères, constitue également l'une des propositions des deux jeunes femmes.

Maude, en discutant avec le *Montréal Campus* de cet enjeu qui incommode son cheminement scolaire, s'étonne de l'inaction de l'Université en la matière. Ce n'est pourtant pas hier que les débats autour de la langue française ont commencé à créer polémiques à l'UQAM. L'offre de nouveaux cours en anglais à l'École des sciences de la gestion (ESG), qui avait provoqué une levée de boucliers en 2009, en témoigne. Cinq ans plus tard, en 2014, l'ex-rédactrice en chef du *Montréal Campus* Sandrine Champigny s'indignait dans ces pages du caractère obligatoire de plusieurs lectures en anglais à l'Université. Depuis, les années passent, mais les maux restent : rien n'a réellement bougé.

Les deux étudiantes soulèvent enfin l'importance que dit accorder l'UQAM à la langue française, qui détonne avec le modeste encadrement du matériel pédagogique en anglais, selon elles. « *On perd des points, nous, si on n'a pas un bon français dans nos travaux* », déplore Maude. « *J'ai choisi de suivre mes études en français,* poursuit-elle, *et ce n'est pas pour rien.* »

Esprit de clocher

CHRONIQUE

La culture citadine doit revenir au plus vite

JULIEN LACHAPELLE

Chaque année, les Citadins de l'UQAM se donnent corps et âme pour offrir un bon divertissement sportif et un sentiment d'appartenance unique à la communauté uqamienne. Malheureusement, la pandémie de la COVID-19 nous a privé(e)s de cette fierté propre à notre communauté universitaire.

Au début de la session d'automne 2020, le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) annonçait qu'il annulait ses activités partout dans la province jusqu'à nouvel ordre. Cette décision a été reçue comme un gros coup de poing au visage des athlètes, entraîneurs, entraîneuses, amateurs et amatrices de sports universitaires de la Belle Province.

En plus d'avoir appris l'annulation des compétitions sportives à la dernière minute, plusieurs joueurs et joueuses des Citadins de l'UQAM ont eu beaucoup de difficulté à se motiver pour réussir leurs études à distance. « *En présentiel, l'entraînement amène une certaine discipline pour la gestion de notre horaire, mais maintenant que les cours sont en ligne, je trouve ça plus difficile de rester motivée* », avait affirmé la membre de l'équipe de cross-country des Citadins Josiane Bélanger-Riendeau dans un article du *Montréal Campus*.

Il aurait été nécessaire que le RSEQ permette aux différentes équipes universitaires de pratiquer leur sport en mettant en place des règles plus sévères pour assurer le respect des mesures sanitaires et ainsi éviter des éclosions. De plus, il aurait été souhaitable que les athlètes universitaires soient mis(e)s au courant de cette annulation plus tôt, par respect pour eux et elles qui continuent de s'entraîner plusieurs heures par semaine pour rester en forme, malgré la pandémie de la COVID-19.

Étant moi-même un grand partisan des Citadins et ayant eu la chance de les couvrir à plusieurs reprises pendant mon baccalauréat en journalisme, cette culture sportive m'a beaucoup manqué au cours de cette année d'étude particulière. Pouvoir regarder un match sur place ou derrière mon écran d'ordinateur m'aurait aidé à passer au travers de mes deux dernières sessions à distance.

Peu importe, tout ceci est du passé et on ne peut pas revenir en arrière. Il faut maintenant se concentrer sur le futur, lorsque les équipes sportives de l'UQAM pourront recommencer à jouer et compétitionner.

« *Aussitôt que la Santé publique permettra un retour du public lors des événements sportifs, nous serons prêts. Une campagne promotionnelle en collaboration avec nos partenaires sportifs et corporatifs sera mise en place pour refaire découvrir l'émotion inégalable du sport de haut niveau* », a mentionné le coordonnateur du programme des Citadins, Daniel Méthot, dans un courriel envoyé au *Montréal Campus*.

Redémarrer la machine citadine avec une nouvelle campagne de promotion est une excellente idée. Si elle est efficace, les 700 places à combler dans les estrades du Centre sportif seront remplies rapidement. Avant la pandémie, le sport qui attirait le plus de personnes au gymnase du centre était le basketball avec une moyenne de 625 spectateurs et spectatrices par partie.

Lors des dernières années, les équipes sportives de l'Université ont connu beaucoup de succès au sein des différentes compétitions du RSEQ.

Par exemple, l'équipe féminine de soccer s'est taillé une place en finale du championnat provincial lors de la saison 2019-2020. L'équipe de basketball masculin avait également été en mesure de participer à la finale du championnat provincial lors de la même année.

Après avoir connu des débuts plus difficiles, autant du point de vue des performances sur le terrain dans différents championnats que de celui de la visibilité au sein de l'UQAM, les Citadins sont maintenant sur la bonne voie !

Pour assurer la poursuite de cette progression au sein des compétitions sportives du RSEQ, l'équipe de coordination du programme devra mettre les bouchées doubles afin d'attirer d'excellents joueurs et d'excellentes joueuses.

Elle devra en faire autant non seulement pour faire revenir la communauté uqamienne dans les estrades du Centre sportif, mais également pour restituer le sentiment d'appartenance de la communauté étudiante envers son équipe, les Citadins. ❖

IMPLICATION ÉTUDIANTE

Mariama Dioum: militer pour exister

Nouvellement déléguée, l'étudiante souhaite combattre le racisme et instaurer des initiatives environnementales

SANDRINE CÔTÉ

Étudiante déléguée au conseil d'administration (CA) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis février dernier, Mariama Dioum dénonce notamment le racisme institutionnel, l'opacité de l'administration universitaire et le manque d'initiatives environnementales. Portrait d'une militante acharnée, qui rêve d'un monde exempt d'oppressions.

« *Je suis arrivée en septembre 2014 au Canada. Les résidences de l'UQAM, c'est le premier lieu que j'ai visité en arrivant ici. [...] 90 % des personnes que je connais, c'est à travers l'UQAM que je les ai rencontrées. [...] Je me sens vraiment chez moi à l'UQAM, c'est pourquoi j'ai envie qu'elle soit décoloniale, inclusive et que tout le monde s'y sente bien* », témoigne la candidate à la maîtrise en relations internationales ainsi qu' en politique internationale.

« *Mariama dit souvent que l'UQAM, ce n'est pas seulement un milieu d'études. C'est vraiment un milieu de vie pour elle* », confirme sa collègue déléguée au Conseil d'administration, Élizabeth Duboc.

C'est ce fort attachement à son université qui a amené Mariama Dioum à vouloir s'impliquer au sein de la démocratie étudiante. « *Vu que je suis une étudiante issue de l'international, au baccalauréat, j'avais très, très peur. J'allais dans les assemblées et je ne comprenais pas comment les instances marchaient. Les notions d'amendements, de propositions : tout ça, je n'avais rien compris* », mentionne-t-elle.

Au cours de sa maîtrise, la jeune femme a fait la rencontre de Stéphanie Thibodeau, la déléguée étudiante sortante du CA, qui l'a épaulée afin de se familiariser avec les rouages de la politique étudiante. « *On a créé ensemble, au sein de l'AFESPED* [Association facultaire étudiante de science politique et droit] *le poste à l'éducation inclusive dont j'étais responsable.* »

Ce rôle lui a permis de faire ses premières armes au sein de la politique universitaire, lui donnant la confiance nécessaire pour présenter sa candidature en tant que déléguée étudiante auprès du conseil d'administration de l'UQAM. Cette décision n'a toutefois pas été prise sans appréhension. « *J'avais peur d'exprimer* [mon désir de siéger sur le conseil d'administration]. *En tant que femme noire musulmane, je dois tout faire pour qu'on me donne du respect et pour me faire une place* », confie Marima Dioum.

LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Mariama Dioum est étudiante déléguée au conseil d'administration de l'UQAM depuis février 2021.

Son bras droit, Élizabeth Duboc, souligne que se « *rendre au CA* [en tant qu'étudiant(e) international(e)], *c'est l'une des premières fois que ça se produit. C'est intéressant, parce que ça vient donner un point de vue plus ouvert sur le monde.* » Bien que 10 % de la population étudiante de l'UQAM soit issue de l'international, leur cause a souvent été invisibilisée auprès du CA, juge-t-elle. Mariama Dioum s'est donné comme mission de rectifier le tir.

« *J'étais tellement heureuse et rassurée qu'elle prenne la relève* », se réjouit la déléguée sortante Stéphanie Thibodeau. « *Tout ce devoir de consultation et d'interaction avec la communauté étudiante, elle le porte* », assure-t-elle, en plus d'amener un regard neuf sur les luttes antiracistes.

La résistance dans l'ADN

Mariama Dioum a compris, alors qu'elle était très jeune, les injustices sociales inhérentes au monde dans lequel elle évoluait. Sa mère, confrontée à la société patriarcale sénégalaise, l'a inspirée à vouloir s'engager socialement. « *Elle avait un* [emploi] *typiquement réservé aux hommes et je n'étais pas d'accord avec le traitement réservé aux femmes en position de pouvoir. Elle se faisait surnommer* "La Dame de fer" *et les gens étaient choqués de la voir conduire une voiture.* »

Fièrement afroféministe, Mme Dioum souhaite, après sa maîtrise, venir en aide aux femmes africaines en zones de conflits. « *Depuis que je suis toute jeune, je m'intéresse à la politique internationale et j'ai constaté que les femmes sont toujours utilisées comme armes de guerre, par le viol ou les enlèvements. J'ai envie de travailler avec les organisations non gouvernementales (ONG) internationales contre ça* », espère-t-elle.

Agir malgré la peur

« *C'est très lourd et épuisant* [de militer ainsi]. *À cause de mon identité ethnoculturelle et ethnoreligieuse, je ne dis pas tout le temps ce que je pense* [...]. *J'ai toujours un sentiment de peur* », témoigne l'étudiante déléguée. Elle dit se remettre constamment en question, car « *en tant que femme, on sera toujours violentée et critiquée.* »

Malgré ce stress permanent associé à son militantisme, la jeune femme n'abandonne jamais face à l'adversité. « *Pour moi, se taire, c'est participer à l'oppression. Comme on dit, honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle. On doit tous et toutes apporter notre pierre à l'édifice* », conclut-elle. ❖

PATRIMOINE URBAIN

Entre architecture moderne et conservation

EMMANUEL PRINCE-THAUVETTE

L'École des sciences de la gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pourra compter sur un nouveau pavillon sur la rue Sanguinet pour accueillir ses programmes de cycles supérieurs. Le projet, nommé « *Espace Lab* », sera réalisé dans l'ancienne école Alexandra, construite entre 1910 et 1912. La protection de l'intégrité architecturale de cet édifice patrimonial est donc un défi.

Le bâtiment, qui se trouve en face du pavillon J.-A.-DeSève (DS), a été acquis par l'UQAM en 2006 et était occupé par le Centre local de services communautaires (CLSC) des Faubourgs jusqu'en 2015. Le chantier actuel permettra d'y aménager 17 salles de classe, des laboratoires, des espaces de travail et des aires communes. La proposition prévoit aussi un agrandissement du bâtiment existant : on y ajoutera deux étages de style contemporain et une terrasse sur le toit, en plus de faire de l'ancienne cour d'école un atrium. Le tout devrait être accessible au public à partir de l'hiver 2023.

À terme, c'est donc toute l'intersection Sanguinet et Christin qui sera réaménagée, en collaboration avec l'administration municipale. L'Université profitera de travaux d'excavation planifiés par la Ville de Montréal pour aménager un tunnel reliant la future annexe au pavillon DeSève.

Le projet de nouveau pavillon, qui portera la lettre C, s'inscrit dans une volonté de l'administration de rassembler tous les départements d'une faculté au sein d'un seul pavillon. Malgré la centralisation de l'ESG au pavillon DS, l'acquisition d'un bâtiment voisin est nécessaire, selon la vice-rectrice à l'Administration et aux finances de l'UQAM, Sylvia Thompson. « *L'ESG étant ce qu'elle est* [la plus grande faculté de l'UQAM], *un seul bâtiment, ce n'était pas suffisant* », dit-elle, ajoutant que cette faculté vit un « *déficit d'espace* ».

Ce sont les firmes d'architecture montréalaises EVOQ et NFOE, en partenariat, qui pilotent ce projet de 46,7 millions de dollars. Le gouvernement du Québec subventionne environ 90 % des coûts du projet, tandis que le reste, soit 4,4 millions, est couvert par la Fondation de l'UQAM. Ce nouveau pavillon est d'ailleurs l'un des objectifs de la campagne de financement « 100 millions d'idées », lancée en janvier 2018.

GRACIEUSETÉ FIRME EVOQ

Le bâtiment à valeur patrimoniale logera, entre autres, les unités administratives de l'ESG.

Questions de patrimoine

Construit au début du XXe siècle, le bâtiment dans lequel l'UQAM veut emménager est une ancienne école primaire protestante du style néo-Tudor. Son architecte, Alexander Francis Dunlop, est un pionnier de l'architecture au Québec, à qui l'on doit notamment l'église unie Saint-James sur la rue Sainte-Catherine.

Dans un article du Devoir publié en janvier dernier, certain(e)s acteurs et actrices du milieu de la protection du patrimoine ont dénoncé le projet d'Espace Lab comme un autre exemple de façadisme à Montréal. La rectrice de l'UQAM, Magda Fusaro a répondu dans une lettre ouverte publiée dans Le Devoir, écrivant que « *l'accusation de façadisme qui nous est faite est non fondée et abusive* », et même qu'en « *matière de patrimoine urbain et architectural, l'UQAM n'a de leçon à recevoir de personne.* »

GRACIEUSETÉ FIRME EVOQ

En vue d'occuper le nouveau pavillon C situé au 1250 rue Sanguinet, l'UQAM prévoit des travaux de démolissement intérieur et un agrandissement du bâtiment.

Sans s'exprimer sur le cas précis de la transformation de l'école Alexandra, Frédérique Lavoie, agente aux avis et prises de position chez Action patrimoine, définit le façadisme comme « *une intervention sur le bâti existant, où tout ce qui est conservé, c'est une ou deux façades. Donc l'intérieur du bâtiment est démoli et on conserve uniquement la façade.* » Dans le cadre du projet de nouveau pavillon, environ 40 % des façades originelles devraient être conservées et restaurées, incluant la façade principale, qui donne sur la rue Sanguinet, la façade nord et une partie de la façade arrière, celle donnant sur la cour. L'intérieur sera complètement refait et de nouvelles dalles de plancher et de nouveaux escaliers seront même installés.

Pour l'architecte Nicolas Létourneau, qui travaille sur le projet pour EVOQ Architecture, ces critiques n'ont pas lieu d'être, car il considère que sa firme « *a fait les efforts maximums pour ne pas aller dans le façadisme* ». Il explique que l'un des buts du projet était de faire comprendre aux futur(e) s usagers et usagères le contexte original du bâtiment et « *la relation entre ce qui est d'origine et ce qui ne l'est pas.* » Il précise aussi « *qu'il ne restait plus rien de l'intérieur d'origine, si ce n'est les deux escaliers* [NDLR qui n'ont pas pu être conservés pour des raisons de mise aux normes]. »

La directrice adjointe aux politiques chez Héritage Montréal, Taïka Baillargeon, remarque que « *dans l'école Alexandra, il y avait déjà eu énormément de modifications* » et laisse entendre « *qu'il y a vraiment eu une volonté et un effort* [de conservation]. » Dans cette affaire, ses reproches seraient plutôt envers la Ville de Montréal.

Pour permettre la démolition et la reconstruction de l'intérieur de ce pavillon, la liste des « bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle » de la Ville de Montréal a dû être modifiée, pour que la mention « *vestiges* » soit ajoutée pour qualifier l'ancienne école Alexandra. Selon Mme Baillargeon, cela crée un précédent inquiétant pour la ville. « Il faut le dire, un vestige c'est une ruine. Là, on n'est pas devant un bâtiment qui est en ruines », affirme-t-elle. Le comité exécutif de la Ville a répondu au Montréal Campus que la modification de cette liste avait été effectuée pour prendre acte de la « démolition partielle » du bâtiment, et que l'arrondissement de Ville-Marie avait adopté « un nouveau règlement de protection du patrimoine ambitieux qui vise notamment à éviter les cas de façadisme sur son territoire. »

Cela dit, tous les acteurs et les actrices du milieu qui ont été consultés s'entendent sur la qualité des études patrimoniales réalisées dans le cadre de ce projet. Tous et toutes soulignent le symbolisme de retourner le bâtiment à sa vocation originelle, soit l'éducation. Pour Anne-Marie Sigouin, présidente de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports à la Ville de Montréal et conseillère désignée dans Ville-Marie, « l'UQAM demeure un acteur important dans Ville-Marie et pour le Quartier latin. À notre avis, dans ce dossier-là, ils sont allés aussi loin qu'ils ont pu. » ❖

> Les travaux comprennent :
>
> la démolition et le démantèlement de la majorité du bâtiment ;
>
> la conservation et la rénovation de certains murs extérieurs, notamment la façade principale qui a une valeur d'intérêt patrimonial.
>
> (extrait de l'appel d'offres pour les travaux de l'UQAM)

UQAM

ADMINISTRATION

Le rôle de la CE transformé par la pandémie

GENEVIÈVE ABRAN

ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

La Commission des études (CE) a le rôle d'émettre des recommandations que le Conseil d'administration (CA) a le pouvoir d'accepter ou de refuser.

Modification de programmes, attestation des diplômes, notation succès/échec : la Commission des études (CE) a le rôle d'émettre des recommandations. En temps normal, la majorité de ses résolutions sont acceptées par le Conseil d'administration (CA), mais la pandémie a transformé son travail.

Depuis le début de la crise sanitaire, le professeur au Département de mathématiques Christophe Hohlweg, qui a joint la CE en 2018, remarque un « *manque de communication* » entre celle-ci et le CA. Selon lui, la pandémie a amené de mauvaises conditions de travail, ce qui occasionne des malentendus entre les commissaires et le Vice-rectorat.

Instaurée par le réseau de l'Université du Québec, la CE est responsable de formuler des résolutions quant à la coordination de l'enseignement et de la recherche. Elle est formée de sept membres étudiant(e)s, sept professeur(e)s qui représentent toutes les facultés, trois professeur(e)s enseignant(e)s et deux membres du personnel de soutien. Le vice-recteur à la Vie académique et le vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion font aussi partie de la Commission. La rectrice de l'UQAM, Magda Fusaro, y siège comme présidente.

Il est possible qu'une recommandation passée à la CE ne soit pas approuvée au CA puisque ce dernier est prépondérant dans la prise des décisions de nature administrative. De ce fait, le CA regroupe trois membres de la direction, quatre membres du corps enseignant, deux délégué(e)s étudiant(e)s, mais aussi des membres de la collectivité qui n'ont pas de liens directs avec l'UQAM.

Équilibre contesté

« *Les recommandations de la CE viennent des instances inférieures* », spécifie le directeur et professeur à l'École des médias Pierre Barrette, qui y siège en tant que représentant de la Faculté de communication.

« *La CE est dominée par les enseignant(e)s et les étudiant(e)s* », rappelle M. Barrette. Ceci peut faire en sorte qu'une recommandation adoptée à la CE ne le soit pas au CA, où la communauté universitaire est moins représentée. Cette réalité reflète un déséquilibre dans le rapport de force, croit M. Hohlweg. Selon lui, les membres du CA ne faisant pas partie de l'UQAM sont plus facilement influencés par l'avis des membres de la direction. Ceci peut faire en sorte qu'une résolution votée à majorité par la CE peut ne pas être adoptée par le CA, explique-t-il.

De son côté, la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers, juge qu'il est « *faux de prétendre que les recommandations de la CE ne sont pas entérinées par le CA* ». Elle mentionne que la « *quasi-totalité* » des résolutions proposées par la CE depuis l'entrée en poste de Magda Fusaro, en janvier 2018, ont été adoptées par le CA.

Tout de même, M. Hohlweg juge que le CA doit absolument « *renvoyer la balle* » au CE quand il n'est pas d'accord avec une recommandation. Chose qu'il ne fait pas toujours depuis l'arrivée de la COVID-19, admet le professeur de mathématiques. Il ajoute : « *C'est dangereux quand le CA ne renvoie pas un rapport argumenté lorsqu'il n'est pas d'accord avec une recommandation* », comme c'était le cas avant la pandémie, puisqu'il a des connaissances que n'a pas nécessairement la CE.

M. Barrette remarque lui aussi que la pandémie a mené à un « *clivage* » entre les priorités des professeur(e)s enseignant(e)s, des étudiant(e)s, et celles de l'administration. Selon lui, cette « *situation de crise* » a rendu difficile la conciliation entre la « *dimension proprement universitaire* » et les coûts financiers qu'entraînent de telles positions. Il cite en exemple la reconnaissance du travail du personnel enseignant, qui ne peut être faite sans l'ajout de ressources de soutien. « *Le CA a les mains liées par les ressources financières disponibles* », estime M. Barrette.

Moyens de pression

« *La pandémie nous a fait réaliser qu'on peut utiliser la CE pour pousser nos revendications* », constate le commissaire à la CE et étudiant à la maîtrise en science politique, Benoît Allard. Ce dernier considère que l'impact des membres de la communauté étudiante est plus significatif depuis le début de la crise sanitaire.

C'est notamment grâce à la voix étudiante que la notation succès/échec a été adoptée au trimestre d'hiver 2020 pour l'ensemble de la communauté uqamienne, explique l'étudiant. Les commissaires étudiant(e)s ont demandé l'été suivant à ce qu'elle soit permise pour tous les trimestres depuis le début de la pandémie. Le CA a ultimement accepté de permettre l'utilisation de la mention succès/échec pour des cours ou des activités de trois crédits à l'automne 2020 et de six crédits à l'hiver 2021.

Selon Benoît Allard, l'influence de la pression étudiante a permis « *d'implanter de réels changements* ». Toutefois, l'étudiant constate « *une résistance très claire de la direction sur certaines revendications, surtout celles qui ont potentiellement des impacts financiers ou celles qui éloignent la CE de sa mission traditionnelle.* »

La nouvelle déléguée étudiante sur le CA Élizabeth Duboc ne comprend pas qu'une recommandation d'une instance qui reflète le « *pouls* » de l'Université puisse être refusée. « *Si la CE est d'accord* [sur un enjeu universitaire], *le CA devrait être d'accord aussi* », croit-elle.

Élizabeth Duboc souligne que la présence étudiante est moins influente au CA parce que les délégué(e)s ne sont que deux pour représenter la voix étudiante. Elle assure que sa collègue Mariama Dioum et elle discutent fréquemment avec des membres de la CE pour s'assurer que leurs résolutions soient adoptées au CA.

L'étudiant à la maîtrise Benoît Allard salue les « *petits gains* » qu'a permis la présence étudiante à la CE. « *On révèle le fossé qui existe entre les priorités de l'administration et les priorités de la communauté uqamienne sur les enjeux relatifs à la pandémie* », juge-t-il.

« *L'effet le plus durable de la pression étudiante à la CE est de commencer à créer une solidarité* [dans la communauté universitaire] », estime-t-il. Ce dernier constate qu'il est plus facile d'arriver à un compromis avec le personnel d'enseignement, tout en admettant que certains sujets n'aboutiront jamais à un consensus. Selon M. Allard, la pandémie amène toutefois une « *conscience collective que l'on doit pousser pour avoir des changements* ».

SOCIÉTÉ

EMPLOI

Une discrimination sans nom

Lors de l'embauche, l'anonymisation des C. V. est une des options pour contrer la discrimination raciale

LYNDIE LEVESQUE

« *Marc-Olivier Tremblay* » a trois fois plus de chance de décrocher une entrevue d'embauche que « *Mamadou Traoré* », selon une étude québécoise menée en 2018. Présentée comme une piste de solution pour contrer la discrimination à l'embauche, l'anonymisation des *curriculum vitæ* (C. V.) serait en fait une solution insuffisante, selon les spécialistes.

Pour en arriver à cette statistique, Jean-Philippe Beauregard, alors doctorant en sociologie à l'Université Laval, a utilisé une technique assez simple. Il a envoyé des C. V. fictifs dont seuls les noms diffèrent en réponse à de véritables offres d'emplois pour voir si l'origine ethnique a un impact sur la réponse des employeurs et des employeuses.

De janvier à juillet 2018, il a envoyé plus de 1 500 C. V. à quelque 500 offres d'emploi à Québec et à Lévis dans les secteurs de l'administration et de l'informatique. L'ensemble des candidats et des candidates imaginaires avaient environ 30 ans, n'avaient étudié qu'au Québec et avaient aussi plusieurs années d'expérience de travail pertinentes.

Selon les résultats de l'étude, « *Marc-Olivier Tremblay* » a eu un taux de réponse favorable de 36 %, soit à peine plus que « *Maria Martinez* » (35 %), mais plus élevé que son alter ego masculin « *Carlos Sanchez* » (26 %) et que ses versions arabe et africaine, « *Latifa Said* » (23 %) et « *Amina Dialo* » (20 %). « *Abdellah Hafid* » (17 %) et « *Mamadou Traoré* » (12 %) ont obtenu les taux de réponse les plus faibles.

Source de discrimination à l'embauche, le nom est au Québec ce que la photo est à la France, croit Stephanie Blandine Emilien, professeure au département d'organisation et ressources humaines à l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). En effet, insérer une photo sur son C. V. est la norme en France.

Anonymiser les candidatures

Devant la volonté croissante qu'ont les entreprises québécoises d'inclure des personnes issues de la diversité, l'anonymisation des C. V. figure parmi les pistes de solution.

« *C'est une approche intéressante, mais il n'y a pas de portrait univoque des expériences liées à l'anonymisation des C. V.* », fait remarquer Jean-Philippe Beauregard, qui enseigne désormais la sociologie au Cégep Limoilou en plus d'être consultant pour la firme EDDI, qui offre des services de consultation aux organisations en matière d'équité, de discrimination, de diversité et d'inclusion.

Pour que l'approche soit efficace, il explique que les C. V. doivent être anonymisés après leur réception, par l'entreprise elle-même, et de manière uniforme. Dans les faits, une personne choisissant de déposer un C. V. déjà anonymisé pourrait se nuire, laissant à l'employeur ou à l'employeuse le loisir de croire qu'elle a quelque chose à cacher, selon M. Beauregard.

> **12 %**
>
> C'est le taux de rétention d'un C. V. au nom de Mamadou Traoré dans le cadre d'une étude universitaire.
>
> Source : Jean-Philippe Beauregard, doctorant en sociologie à l'Université Laval.

Les limites d'une pratique

Stratège numérique et fondateur de GLO, une agence de marketing numérique, Jonathan Nicolas a opté pour cette approche. « *Ce n'est pas une panacée miracle, tout le monde le dit, cela doit faire partie d'un bouquet de mesures. Mais il faut commencer quelque part* », explique-t-il d'emblée.

Après avoir mené ses recherches, l'équipe de GLO a réalisé que les logiciels d'anonymisation existants sont trop dispendieux pour les petites et moyennes entreprises québécoises. Pour y remédier, elle a créé son propre formulaire de recrutement anonyme. « *Le processus a été plus ardu que prévu, mais une fois implanté, ce n'est pas un casse-tête à opérer* », constate Jonathan Nicolas.

Les questions contenues dans le formulaire font abstraction de tout élément pouvant indiquer les origines des candidats et des candidates. « *Elles portaient sur la compréhension et la vision du poste, en évitant d'aborder des informations personnelles telles que les universités fréquentées* », ajoute-t-il à titre d'exemple.

Panser une blessure profonde

Se considérant chanceuse de ne pas avoir vécu de discrimination à l'embauche, Letchmie Christélie Jeanty, étudiante au baccalauréat en droit à l'UQAM, se demande si l'anonymisation des C. V. est une bonne solution à long terme. « *La personne qui ne te rappelle pas à cause de ton nom de famille ne va pas t'embaucher* [si elle te convie à une entrevue]. *Dès ton arrivée, elle va se rendre compte que tu es noire, arabe ou [issue] d'une minorité visible* », fait-elle valoir.

« *L'anonymisation des C. V. ne serait qu'un demi-Tylenol pour une conséquence du problème réel : le racisme systémique* », affirme la professeure Stephanie Blandine Emilien. À ses yeux, la solution réside plutôt dans l'éducation. « *Il faut agir en amont* », précise-t-elle.

Pour faire état de la situation, la professeure a elle-même pris le pouls des participants et des participantes à une formation qu'elle offrait. Elle a volontairement ajouté des noms étrangers au script d'un jeu de rôle portant sur les relations de pouvoir au travail. « *J'ai vraiment halluciné, j'ai eu mal de voir la réaction des étudiants. Il y a même une personne qui m'a dit :* " Ça n'aurait pas été plus facile si on avait mis Jacques ? " », se souvient-elle.

« *J'ai constaté un refus de comprendre qu'en milieu de travail, ça va arriver de devoir faire affaire avec une personne dont le nom a douze lettres et qu'il faut le respecter, qu'on ne peut pas demander à tout le monde de s'appeller Pierre, Paul et Jacques pour faciliter la tâche de la majorité* », indique Mme Émilien.

À l'ESG, un nombre croissant de cours abordent la discrimination à l'embauche. Le cours « *L'entrevue : outil de gestion* », offert par la professeure au Département d'organisation et ressources humaines Pascale Denis en fait partie. Spécialiste des aspects légaux des processus de sélection et de la discrimination en embauche, elle place ses étudiants et ses étudiantes en simulation d'entretien d'embauche.

« *L'anonymisation serait peut-être la porte d'entrée de la solution* », croit la professeure Pascale Denis. Cependant, elle est d'avis que cette approche ne peut pas être utilisée seule. Il serait plus efficace de la jumeler avec une éducation appropriée quant aux enjeux de discrimination.

« *Souvent, les étudiants sont conscients des problèmes liés à la discrimination en embauche, mais ils ont besoin d'outils pour éliminer leurs biais inconscients* », explique Mme Denis.

Méfaits divers

CHRONIQUE

Le sous texte de la Loi 21

CATHERINE BÉRUBÉ

La Cour supérieure du Québec est sur le point de rendre son jugement concernant la Loi 21 sur la laïcité, mais le débat risque fortement de se rendre en Cour suprême du Canada, nourrissant ainsi la division entre les différentes visions de la laïcité.

Historiquement, les Québécois et les Québécoises ont entretenu des liens complexes et de nombreux désaccords face au concept de la laïcité. Que ce soit lors de l'émancipation du clergé lors de la Révolution tranquille ou encore au moment de la tentative d'adoption de la Charte des valeurs par le Parti québécois de Pauline Marois en 2013, la province a peu à peu entrepris de tracer les limites encadrant la séparation de l'État et de la religion. Bien que l'époque où l'Église contrôlait pratiquement toutes les sphères de la société semble loin derrière, les questions liées à la tolérance face aux différentes croyances restent d'actualité et suscitent la réflexion.

La Loi 21 sur la laïcité, qui inclut notamment une interdiction de porter quelconque signe religieux pour les employé(e)s de l'État qui sont en position d'autorité — incluant les enseignants et les enseignantes — ne laisse personne indifférent(e).

Comme l'explique le professeur associé au Département de sociologie de l'UQAM, Joseph Yvon Thériault, il existe une division au sein même du mouvement en faveur de la Loi 21. Alors qu'une certaine partie des fervents de cette législation s'inscrit dans la lignée de la Révolution tranquille en prônant la libération complète de l'État et la neutralité absolue, d'autres visent plutôt à empêcher la propagation d'un certain pluralisme religieux afin de préserver les valeurs traditionnellement québécoises. Ces derniers et dernières masquent leurs réelles intentions en se servant de la laïcité pour composer avec leur crainte du fondamentalisme religieux. Ironiquement, ils se disent en faveur de la loi 21, mais s'insurgent lorsque le crucifix est retiré de l'Assemblée nationale.

Ce sont exactement ces intentions déguisées qui constituent un problème, car elles apportent un obstacle direct aux luttes actuelles contre l'idée de la suprématie blanche. Dans une ère où les voix s'élèvent pour contrer le racisme systémique et dénoncer la stigmatisation des minorités, ce genre de loi représente certainement un risque de discrimination, en plus de nourrir les nombreux préjugés existants.

Joseph Yvon Thériault rappelle que les principaux contestataires de la Loi 21 se trouvent dans la région de Montréal et dans les institutions universitaires. « *C'est certain que dans le milieu universitaire, les jeunes sont plus portés à être contre la loi sur la laïcité* », explique-t-il. Le professeur souligne qu'il ne s'agit donc pas tant d'un débat générationnel que d'un débat entre les régions du Québec, alors que les montréalais et les montréalaises semblent défendre plus d'ouverture d'esprit et de tolérance. Il est donc clair que le fait de baigner dans la diversité apporte une meilleure acception de la différence. Pourquoi donc tenter de camoufler certains aspects s'apparentant à des cultures qui divergent de la nôtre ?

Ensuite, les enseignants et les enseignantes du Québec qui sont considéré(e)s comme des employés de l'État en position d'autorité, ne représentent pas tant une figure d'autorité que la communauté dans laquelle ils et elles évoluent. Ces derniers devraient être le reflet de la société dans laquelle ils et elles enseignent. Alors que la diversité et le multiculturalisme représentent une richesse pour l'ensemble de la province, il est impératif que la neutralité de l'État vis-à-vis des questions religieuses puisse être exprimée tout en permettant l'expression de toutes les nuances qui composent notre société.

Finalement, c'est ce genre de débat qui contribue à l'avancement de la démocratie. La complexité du litige fait en sorte que cette loi n'a pas fini d'être discutée sur la place publique et que chaque citoyen et citoyenne verra son existence quelque peu influencée par le verdict final. Car après tout, peut-être que la culture québécoise et son rayonnement devraient plutôt passer par l'ouverture d'esprit et la beauté de la diversité. ❖

SPORT

Lorsque lame et université se saluent

Des athlètes luttent pour la reconnaissance de leur sport

DAPHNÉ CHAMBERLAND

Bien que l'escrime ait peu de visibilité au Canada, certain(e)s athlètes universitaires s'y adonnent à un haut niveau. La pratique de ce sport sur le circuit international ne se limite pas aux duels opposant deux adversaires avec fleuret, sabre ou épée à la main. Le quotidien atypique de ces sportifs et de ces sportives revêtu(e)s de leur combinaison blanche donne à la réalité étudiante un tout autre visage.

Les dix mois sur lesquels s'échelonne la saison des compétitions internationales d'escrime impliquent de nombreux voyages en avion, un entraînement assidu et peu de temps libre pour les athlètes universitaires.

> « J'ai payé 20 000 $ pour certaines saisons.
>
> **François Ouimet, escrimeur professionnel**

Fleurettiste de l'équipe olympique canadienne, Maximilien Van Haaster jonglait avec ce quotidien chargé lorsqu'il complétait son baccalauréat en nutrition à l'Université de Montréal (UdeM).

« *Ça demande beaucoup d'organisation. On doit parfois étudier dans l'avion ou à l'étranger* », affirme l'escrimeur. « *Je ne considère pas ça comme un sacrifice mais plutôt comme un choix* », souligne celui qui portera le drapeau canadien aux Jeux olympiques de Tokyo, cet été.

Un atout universitaire

Double Olympienne, Sandra Sassine explique l'importance que les escrimeurs et escrimeuses accordent à l'université. « *On a conscience qu'on ne peut pas faire de l'argent avec l'escrime donc on se doit de poursuivre des études* », admet celle qui étudiait l'enseignement de l'éducation physique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) lors de sa carrière olympique. À défaut d'en vivre, la sabreuse affirme que l'escrime de haut niveau peut profiter autrement aux athlètes universitaires. Épéiste du circuit international, François Ouimet abonde en ce sens. La capacité d'analyse et la vivacité d'esprit sont des aptitudes cognitives que les athlètes développent en pratiquant ce sport de combat. « *Il faut être conscient de ses propres habitudes et réflexes parce que les autres vont tenter de les exploitere* », soutient celui qui étudiait l'enseignement en adaptation scolaire et sociale au secondaire. « *Pour ça, il faut être détendu* [et apprendre à gérer son stress] », ajoute Sandra Sassine.

Des enjeux financiers

François Ouimet avance que les coûts élevés liés à la pratique de l'escrime de niveau international compliquent la carrière des athlètes universitaires. « *C'est hallucinant comme ça coûte cher, en plus du prix de l'université ! J'ai payé 20 000 $ pour certaines saisons* », témoigne-t-il. L'épéiste se réjouit toutefois d'avoir reçu une bourse de 1 000 $ donnée par l'UQAM en soutien à sa participation à l'Universiade de 2019, une compétition sportive universitaire à l'image des Jeux olympiques. Il déplore cependant l'absence d'une ligue universitaire canadienne qui allègerait les frais des escrimeurs et des escrimeuses de haut calibre.

« *C'est possible de développer son potentiel au Québec, mais ça demande plus de motivation* », ajoute Maximilien Van Haaster. Faute de soutien financier, le fleurettiste souligne que plusieurs décident d'aller étudier à l'étranger, là où ils et elles seront subventionné(e)s.

Mais cette éventualité ne fait pas l'unanimité. « *Quand j'étais au sommet de ma carrière, j'ai eu l'opportunité d'aller étudier aux États-Unis et de m'y entraîner* », raconte l'étudiant en psychologie Loïc Beaulieu, qui a sillonné le circuit international avec son épée. Ne souhaitant pas « *tout laisser derrière lui* » pour étudier dans un pays qui favoriserait son développement sportif, il a décliné l'offre. Il s'est plutôt résigné à diminuer la fréquence des concours internationaux pour se concentrer sur ses études. « *Tous ces sacrifices ne sont nécessaires que parce que nous n'avons pas le financement qu'il faut* [ici] », se désole l'épéiste.

Un sport peu connu

D'après Loïc Beaulieu, le peu d'intérêt accordé à ce sport aurait un impact sur le manque de soutien envers les escrimeurs et escrimeuses universitaires : la province n'est pas tentée d'investir dans un sport peu regardé.

Pour Sandra Sassine, « *c'est le rôle de l'athlète d'être ambassadeur de son sport* » et d'en faire la publicité. La sabreuse, aussi membre du Comité olympique canadien, partage sa passion en offrant des conférences dans les écoles et les entreprises à travers le monde. « *J'adore parler de mon sport et le faire essayer aux gens pour briser les idées préconçues* », dit l'athlète profesionnelle.

ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

L'épéiste François Ouimet a participé à la compétition Universiade en 2019 qui s'apparente aux Jeux olympiques universitaires.

SYNDICALISME

Avoir l'environnement et l'engagement dans le sang

Olivier Aubry est devenu président du SPPEUQAM en 2020, après quatre ans à la vice-présidence

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE

LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Le président du Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM), Olivier Aubry, n'a plus quitté l'UQAM depuis qu'il y a fait ses études au Département des sciences biologiques.

Olivier Aubry a pris la décision de s'installer au Québec en 2004, à des milliers de kilomètres de sa famille et de la France, son pays natal. Depuis, il consacre une grande partie de son temps à l'enseignement et à la vie syndicale à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Ayant vécu son enfance en campagne dans le nord-est de la France, Olivier Aubry a grandi autour de la forêt, des animaux et des plantes. « *J'avais même des livres d'identification de plantes et d'animaux et des longues-vues pour aller observer les animaux dans la nature* », se souvient-il.

Ses intérêts pour la nature ont influencé son cheminement universitaire : il a obtenu en 2002 un diplôme d'études universitaires générales en sciences de la vie avec une concentration en biologie et une licence de biologie des organismes en 2003 à l'Université de Lorraine, en France.

Pendant ses premières années à l'université, M. Aubry a fait des stages à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) en France. Il y a rencontré des étudiant(e)s diplomé(e)s à l'INRA qui l'ont encouragé à « *profiter de sa jeunesse* » pour aller étudier à l'étranger.

Ainsi, il a intégré le programme d'échange de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) en 2004, aujourd'hui le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI), pour terminer son parcours scolaire dans le système universitaire français. Olivier Aubry n'est cependant jamais retourné en France. Il a décidé de rester à Montréal pour faire sa maîtrise et son doctorat en biologie à l'UQAM.

Sa famille, qui demeure dans l'Hexagone, l'a toujours encouragé à s'orienter vers la biologie et ses parents sont très fiers de lui. « *Au moins les moyens technologiques me permettent de garder contact avec ma famille en France, surtout en temps de pandémie* », mentionne-t-il.

Communiquer ses passions

Au cours de ses études à l'UQAM, M. Aubry a été auxiliaire d'enseignement pour sept cours différents. Ce poste lui a permis de découvrir le métier d'enseignant et de développer des liens avec les étudiants et les étudiantes. Lorsqu'il a obtenu sa première charge de cours à l'hiver 2013, il était heureux de pouvoir continuer dans cette voie.

Olivier Aubry se décrit comme un enseignant accessible et à l'écoute de ses étudiant(e)s. Le professeur du Département des sciences biologiques voit sa relation avec ses étudiant(e)s comme un « *échange* ». « *Je transmets des connaissances à mes étudiants, mais je les fais beaucoup participer en* [leur] *posant des questions* », révèle-t-il.

L'étudiant au baccalauréat en biologie Martin Guay-Fréchette explique que les cours de M. Aubry peuvent « *être à la fois légers, mais chargés* ». Il précise que même s'il y a « *beaucoup de matière à l'agenda* [M. Aubry] *arrive à faire sentir que les choses sont en contrôle par son enthousiasme, son sourire et sa clarté* », ce qui permet de ne pas voir « *ses cours comme de lourdes tâches* ».

Olivier Aubry explique qu'il a toujours eu « *une personnalité qui veut s'impliquer ou se renseigner* » et qu'il a déjà été représentant étudiant à l'Université de Lorraine, en France.

Implication syndicale

Dès sa deuxième année comme chargé de cours à l'UQAM, il assistait aux assemblées générales du Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM) où il a été élu délégué syndical en 2014.

Il est ensuite devenu vice-président aux relations intersyndicales du SPPEUQAM de 2015 à 2019. « *Certaines personnes m'ont suggéré de me présenter en disant que cela serait bien d'avoir quelqu'un plus jeune, que je me présentais toujours aux instances et que je faisais des bonnes présentations* », explique-t-il.

M. Aubry ajoute que le poste de vice-président « *prépare bien à la présidence* », une fonction qu'il occupe depuis son élection, en janvier 2020. « *J'étais préparé, mais je ne me voyais pas devenir président aussi rapidement* », révèle-t-il.

La vice-présidente aux affaires universitaires du syndicat, Nathalie Blanchet, a vu Olivier Aubry évoluer au sein de l'organisation depuis 2015. Elle est fière de voir que son collègue « *déploie vraiment le bon leadership pour assurer la cohérence et la stabilité* [du] *syndicat*. »

Concilier ses engagements

Si des membres du syndicat veulent contacter M. Aubry le soir ou la fin de semaine, ce dernier indique qu'il est toujours disponible pour leur répondre. « *À la présidence, je suis supposé faire un nombre d'heures maximum, mais ce chiffre n'est jamais respecté et il y a toujours des urgences* », souligne-t-il.

À la session d'hiver 2021, M. Aubry donne le cours d'écologie générale (BIO3100) et le cours de biologie végétale (BIO2611). Malgré le fait qu'il aurait préféré enseigner seulement un cours, il justifie son choix par sa volonté de vivre la réalité du corps professoral en temps de pandémie. « *Si je veux faire de la bonne représentation et si que je le vis moi-même, cela me permet de mieux représenter les réalités des enseignants* », spécifie-t-il.

Le professeur affirme que l'enseignement et le syndicat occupent tout son temps, ce qui l'empêche « *de penser aux côtés négatifs de la pandémie.* »

Malgré toutes ses occupations, il précise qu'il essaye de se trouver du temps pour décrocher. Comme bien des Québécois et des Québécoises, il a développé sa passion pour la cuisine pendant la dernière année. « *Puisque les restaurants sont fermés, j'ai beaucoup cuisiné et j'ai appris à faire du pain* », admet-il.

La vice-présidente aux affaires universitaires du SPPEUQAM Nathalie Blanchet ajoute que M. Aubry a toujours eu « *un petit faible pour les pâtisseries* ». « *Lorsque nous étions en présentiel au bureau, il avait toujours une délicate attention lors de rencontres importantes, mentionne-t-elle. Il apportait des viennoiseries, du chocolat ou un gâteau des Rois !* »

PORTRAIT

Si l'excellence portait un nom

Rose-Aimée Automne T. Morin apporte un vent de fraîcheur dans les médias

BRUNO MARCOTTE

ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

La jeune trentenaire porte les chapeaux d'autrice, d'animatrice et de chroniqueuse dans diverses émissions à la télévision et à la radio.

Son nom se lit un peu comme d'autres se chantent. C'est un nom qui est à la fois promesse et fardeau de liberté pour celle qui le porte. Un nom qui risquerait d'écraser quiconque n'a pas l'audace de l'habiter pleinement. Par chance, l'audace est une chose dont l'autrice, animatrice et chroniqueuse Rose-Aimée Automne T. Morin ne manque guère.

Cette audace, Rose-Aimée l'a faite sienne, certes, mais elle en a aussi hérité comme ultime legs d'un père faisant fi des conventions. Tandis que la petite Rose-Aimée n'a que deux ans, son père reçoit un diagnostic de cancer : on lui donne alors deux ans à vivre. Il mourra finalement quatorze ans plus tard.

Dès lors que l'imminence de la mort pèse sur l'homme comme une épée de Damoclès, un sentiment d'urgence l'habite. Ses jours sont comptés, tous et toutes le savent, son père plus que quiconque. Il se lance alors la mission d'élever sa fille à l'image de la femme qu'il juge parfaite : une féministe, libre et cultivée, sans compromis.

Très jeune, Rose-Aimée est initiée au jazz et aux échecs, elle est confrontée au pire du monde extérieur et discute politique et souveraineté à l'heure des repas. « *Mon père ne se limitait pas à mon âge, il était mourant et ne savait pas combien de temps il aurait pour m'obliger à lire Sartre* », raconte la jeune trentenaire.

Rien de plus normal, donc, qu'en sixième année, elle choisisse d'expliquer sa vision de *La Putain respectueuse*, une pièce de Jean-Paul Sartre, lors d'un exposé oral obligatoire. « *Pour moi, c'était tout à fait naturel. Je n'étais pas consciente de l'absurde ou du loufoque de la situation : j'allais expliquer l'existentialisme à mes collègues de classe* », se souvient-elle.

Grandir à contre-courant

Enfant, Rose-Aimée le sera éventuellement, mais bien plus tard. À son arrivée au cégep, tout juste sortie de l'adolescence et récemment endeuillée de son père, elle est fascinée par la singularité assumée et par la flamboyance de ses pairs. « *C'est comme si je venais de faire le chemin inverse. Après avoir été complètement adulte trop jeune, j'ai enfin réalisé que j'avais le droit de jouer, moi aussi.* »

Après ses années collégiales, Rose-Aimée s'inscrit à l'UQAM où elle obtient un certificat en création littéraire, puis un second en communication. En vue d'obtenir un baccalauréat par cumul, elle entreprend enfin un certificat en anglais qu'elle ne terminera pas, sitôt conviée sur le marché du travail comme recherchiste. Son parcours sur les bancs d'école se termine au printemps 2011.

Alors qu'elle travaille pour Marie-France Bazzo, Rose-Aimée a pour invité le fondateur et directeur du magazine URBANIA, Philippe Lamarre, avec qui elle discute brièvement, en coulisses. Fascinée par sa conception des médias et par la mission d'URBANIA, elle lui écrit. « *Il m'a répondu :* "Ça tombe bien, je me disais justement que j'avais trouvé la prochaine rédactrice en chef d'URBANIA en sortant du tournage." », se souvient Rose-Aimée. Elle occupera finalement ce poste pendant près de quatre ans, jusqu'en 2018.

À la conquête des médias

À ce moment de l'entretien, un félin au pelage de feu, à l'image de la chevelure de sa propriétaire, s'invite dans le cadre de sa caméra. Ça, c'est Noune-Alexandre Gallagher. Évidemment, on est assez loin des Tigrou et Simba. « *Noune-Alexandre, impossible à expliquer, c'est juste un excellent nom.* » Et Gallagher? Aurait-on une admiratrice du farouche attaquant numéro 11 de la Sainte-Flanelle? Pas du tout. « *C'est en hommage à Noel Gallagher, guitariste du groupe Oasis.* » Ah. J'aurais dû m'en douter.

L'aventure comme rédactrice en chef chez URBANIA se termine en 2018, tandis qu'elle multiplie les collaborations. À la télévision, on peut la voir dans *Code F* et *ALT*, sur les ondes de VRAK, de même qu'à *On va se le dire* (ICI Radio-Canada). À la radio, elle tient notamment une chronique à *On dira ce qu'on voudra* (ICI Première) et anime le balado *Comme disait…*

Habitée par une forte pression de performance, Rose-Aimée porte à l'écran la série documentaire *Comment devenir une personne parfaite*. En cinq épisodes, elle embrasse à l'extrême les attentes irréalistes de la société à l'égard des femmes et d'une génération de personnes superperformantes. Elle documente son objectif de devenir plus intelligente, organisée, sexy et spirituelle.

Des médias où elle s'illustre, c'est toutefois la radio qu'elle préfère. « *J'y trouve une grande liberté qui me permet de combiner à la fois le plaisir de l'écriture et celui de la performance.* » Surtout, dit-elle, c'est le contact humain qu'offre la radio qui lui plaît.

« *Rose-Aimée, c'est une première de classe : elle se mérite une note parfaite* », affirme sans détour Laurie Dupont, cheffe de contenu culture et société chez Elle Québec, là où Rose-Aimée tient une chronique mensuelle. « Elle a une bonne intelligence émotionnelle et sait jusqu'où aller tout en demeurant audacieuse et pertinente », explique Mme Dupont, en se rappelant un texte de Rose-Aimée sur le vieillissement du sexe féminin.

Si Rose-Aimée diversifie ses apparitions, l'encre de sa plume ne s'est pas pour autant asséchée. En plus d'avoir rédigé *La Vie pas toujours olympique de Marianne St-Gelais*, un récit biographique de la patineuse de vitesse, Rose-Aimée a écrit deux livres : un essai journalistique, *Ton absence m'appartient*, et un récit d'autofiction avec *Il préférait les brûler*, mettant en scène le personnage de Fauve, le prénom que son père souhaitait lui donner. Elle rédige présentement un troisième ouvrage, purement fictif cette fois-ci.

Elle travaille en parallèle à la conception d'un film documentaire à venir en mai et d'une série documentaire attendue pour décembre 2021. Et à cette Rose-Aimée Automne T. Morin à qui tout semble réussir, que peut-on souhaiter? « *Que je réussisse à écrire une chanson* », répond-elle.

SANTÉ

Renée Pichette, dévouée à faire rayonner la sexologie

Une pionière dans le milieu de la sexologie depuis plus de vingt ans au Québec

SABRINA THAYER-HEAD

MANON TOUFFET MONTRÉAL CAMPUS

La sexologue clinicienne et psychothérapeute offre des consultations individuelles à une clientèle atteinte de cancer, afin de répondre aux questions en lien avec leur sexualité.

Faisant figure de proue depuis son arrivée dans le domaine, Renée Pichette est la première sexologue au Québec à oeuvrer en oncologie, un département médical se spécialisant en soins du cancer. Après une vingtaine d'années dans le milieu, elle continue d'assurer la relève et reste dédiée à pousser de l'avant sa spécialisation.

L'amour de Renée Pichette pour la sexologie est né du contact humain avec ses patients et ses patientes, à l'époque où elle faisait carrière comme secrétaire médicale. Curieuse d'en savoir plus sur la santé sexuelle, en plus de vouloir mieux s'outiller pour ses adolescents, elle décide de faire un retour aux études à l'âge de 39 ans.

Au début des années 1990, elle complète un certificat en sexualité humaine, à l'Université Laval, puis un baccalauréat et une maîtrise en sexologie, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Suite à des stages en clinique spécialisée en colposcopie et en gynécologie à l'Hôpital Notre-Dame, Renée Pichette choisit de poursuivre son implication auprès de cette clientèle. C'est entourée de cette équipe interdisciplinaire valorisant son travail qu'elle voit l'importance de faire connaître sa profession. *« Je suis tombée en amour avec la clientèle* [et] *avec le travail qui se faisait* [à la clinique] *»*, explique-t-elle.

Après une dizaine d'années de bénévolat au sein de cette clinique, Renée Pichette obtient un poste au département oncologique du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), en 2008.

Puisqu'il n'y avait pas d'offres universitaires sur le sujet, c'est à travers ses expériences de bénévolat, ainsi que de nombreuses années de recherche que la sexologue a pu mieux comprendre la complexité des effets de certains traitements liés au cancer sur la sexualité.

« C'était beaucoup plus pointu que ce à quoi je m'attendais, indique-t-elle. Je suis contente, parce que ça m'a permis d'aller au-delà de ce que je [connaissais] *par rapport à la sexualité humaine. »* La santé sexuelle peut être affectée de diverses façons par des problèmes médicaux, comme le cancer. *« Il y a beaucoup de conséquences qui vont perdurer après les traitements, donc* [il faut savoir] *comment on s'adapte à ces changements »*, dénote-t-elle.

La sexologue clinicienne et psychothérapeute offre des consultations individuelles à la clientèle atteinte de cancer, pour répondre à leurs questions en lien avec leur sexualité.

En quête de reconnaissance

L'intégration d'une sexologue au milieu oncologique est un premier pas, mais du travail reste à faire pour mieux répondre aux besoins de la population en matière de santé sexuelle, selon la directrice générale et secrétaire de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec (OPSQ), Isabelle Beaulieu. *« On parle aussi de* [besoins] *en CHSLD* [et pour] *des personnes qui sont victimes d'abus sexuels »*, cite en exemple la sexologue à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont Louise Aubertin, qui partage cet avis.

Selon Renée Pichette, les budgets en santé sont un frein à l'intégration des spécialistes en sexologie dans les différents milieux de la santé, surtout si cet ajout n'est pas vu comme une obligation. Grâce à ses années de bénévolat, le réseau de contacts de Renée Pichette dans le milieu médical s'est agrandi et ce n'est pas rare que des professionnel(le)s de la santé d'autres départements demandent ses services. C'est une des raisons pour lesquelles elle insiste sur l'importance d'avoir des sexologues au sein des équipes interdisciplinaires du réseau hospitalier. *« Si on s'occupe de sa santé globale, on ne peut pas mettre de côté sa santé sexuelle »*, affirme-t-elle.

Une profession encadrée

Ce ne sont pas moins de 20 années de travail dans un groupe de collègues sexologues dont faisait partie Renée Pichette, qui ont mené à la création de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec en septembre 2013. L'OPSQ a été envisagé pendant une trentaine d'années comme solution pour assurer une meilleure reconnaissance du domaine en permettant, entre autres, la protection du public et des sexologues. Renée Pichette a observé une différence quant à la perception de la sexologie dès la publication des lettres patentes de l'OPSQ, un document gouvernemental qui officialise la constitution d'un ordre.

L'engagement et le travail soutenu requis pour la création d'un ordre n'ont pas fait reculer Renée Pichette, qui a contribué à ce projet avec joie, consciente de sa nécessité. La contribution bénévole n'a d'ailleurs rien de nouveau pour la sexologue clinicienne, qui s'impliquait auprès de sa paroisse dès son jeune âge. Elle mentionne que le bénévolat fait partie de ses valeurs, ce pour quoi elle s'est toujours proposée pour les causes qui lui tenaient à coeur.

La sexologue Louise Aubertin, son amie de longue date, remarque qu'elle est aussi *« généreuse de son temps, que ce soit auprès de sa famille, de la clientèle qu'elle dessert ou de sa profession »*. L'implication de Renée Pichette dans la création de l'OPSQ a d'ailleurs été soulignée par l'obtention du prix Mérite du conseil interprofessionnel du Québec (CIQ) en 2020, une reconnaissance bien méritée selon ses collègues.

Selon la directrice générale de l'OPSQ, Isabelle Beaulieu, ce sont des sexologues comme Renée Pichette qui ont réellement ouvert la voie aux prochaines générations au sein de la profession. Après de nombreuses années consacrées à répondre aux besoins de son milieu, Renée Pichette oeuvre toujours comme exologue en oncologie au CHUM et continue de former la relève et de promouvoir sa profession.

Lorsqu'elle accroche son habit de sexologue, elle aime prendre du temps pour jardiner et s'occuper de ses petits-enfants. Mais elle ne prévoit pas cesser de pratiquer son métier de sitôt. *« Quand je vois que mes patients récupèrent une qualité de vie, malgré les changements que les traitements ont* [apportés] *à leur sexualité, c'est ma plus belle récompense »*, confie-t-elle.

ENVIRONNEMENT

Une relance verte même en zone rouge

ÉLISE FIOLA

LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

La relance économique qui suivra la pandémie pourrait être écologique.

Une autre crise – la crise climatique – menaçait déjà la santé de la planète bien avant l'arrivée du virus. Voyant l'attention du gouvernement québécois accaparée par la gestion de la pandémie de COVID-19 depuis la dernière année, certains et certaines soulèvent des inquiétudes quant à l'application des politiques environnementales dans un futur rapproché.

Au début de la crise sanitaire, la planète a enregistré une baisse historique de 17 % des gaz à effets de serre (GES), qui s'explique notamment par la diminution du trafic aérien et les fermetures d'usines. Bien que cette diminution de l'émission de GES n'ait été que momentanée, les données recueillies prouvent que la crise climatique peut être ralentie en adoptant des politiques modifiant nos modes de vie.

Le professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Simon Langlois-Bertrand remarque qu'au départ, on pouvait craindre que les difficultés financières et sociales engendrées par la pandémie poussent les gouvernements à adopter une relance économique plus standard pour faciliter la reprise des activités. *« Le grand défi* [est de déterminer] *dans quelle mesure* [le gouvernement] *peut réussir à allier la relance économique à des programmes qui sont plus bénéfiques du côté environnemental »*, explique sa collègue Maya Jegen, professeure à la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM.

Le vert, la couleur de l'argent

Selon l'attachée de presse au cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Geneviève Richard, la pandémie n'a pas affecté l'importance accordée à cet enjeu au sein du gouvernement québécois. Elle affirme que leurs dossiers qui concernent l'environnement *« vont bon train et continuent de progresser »*.

La Coalition Avenir Québec (CAQ) a présenté son premier Plan pour une économie verte 2030 en novembre dernier, en dépit de la COVID-19. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement prévoit investir chaque année, durant cinq ans, jusqu'à 6,7 milliards de dollars dans la lutte contre les changements climatiques. *« Ce budget annuel est deux fois plus élevé que celui du Plan 2013-2020, ce qui témoigne de notre réelle volonté d'agir pour réussir la transition climatique »*, explique l'attachée de presse.

Représentante de la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), Clémence Roy-Darisse estime que *« c'est quand même évocateur que la CAQ propose un plan pour une économie verte. »* Le professeur de science politique Simon Langlois-Bertrand remarque quant à lui que les gouvernements d'ici et d'ailleurs sont, vu l'urgence d'agir, *« un peu forcés de réfléchir »* à des mesures pour ralentir la crise climatique.

Dans son plan de mise en œuvre pour une économie verte, le gouvernement québécois prévoit de réduire les émissions de GES de 37,5 % par rapport au niveau enregistré en 1990.

Sachant que le Québec n'a pas respecté ses engagements prévus pour 2020 en matière de réductions des émissions des GES, Clémence Roy-Darisse souligne que cette cible n'est *« pas assez ambitieuse »* pour atteindre les objectifs établis par l'Accord de Paris. Simon Langlois-Bertrand est d'avis que seul le temps permettra de dire si les mesures prises se seront avérées efficaces.

La militante estime qu'il s'agit d'un premier pas pour la cause environnementale si le plan se concrétise, mais qu'*« il faut faire plus »*. Maya Jegen remarque que seuls les résultats permettront de différencier les mesures effectives de la rhétorique. En ce sens, la CEVES revendique que le gouvernement actuel soit responsable de ses actions en s'imposant des objectifs à très court terme pour que des effets puissent être remarqués avant la fin de son mandat.

Tous et toutes responsables

Clémence Roy-Darisse est d'avis que cette lutte pour la justice climatique ne devrait pas reposer sur les épaules d'un seul ministère : *« On doit adopter ces lunettes-là partout. […] Tout le monde doit amorcer cette transition. On a besoin de repenser notre rapport au monde. »*

Pour la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social, la conscientisation de la population reste primordiale dans cette lutte pour la justice climatique. La pandémie constitue un défi supplémentaire pour l'organisation, qui continue toutefois à faire pression et à mettre ses initiatives à exécution, même si ce travail se fait surtout en ligne.

La présidente du Comité institutionnel d'application de la Politique en matière d'écoresponsabilité (CIME) de l'UQAM, Annie Corriveau, souligne que *« le travail s'est poursuivi malgré la pandémie et toutes les contraintes organisationnelles qu'elle a pu entraîner. »* Elle remarque finalement que *« le contexte de COVID rend plus difficile la tenue de* [certaines] *activités, alors la résilience et la créativité sont plus que jamais nécessaires pour dynamiser le milieu. »*

Méfaits divers

CHRONIQUE

Un toit et puis quatre murs

MAUDE FAUCHER

Depuis les dernières semaines, je fouille quotidiennement les annonces de logements à louer sur *Marketplace*, en prévision du 1er juillet. Comme beaucoup d'étudiants et d'étudiantes universitaires, je cherche la perle rare : un appartement bien situé, près d'un métro, dans un beau quartier et surtout, qui ne me coûtera pas un bras tous les mois. Mais plutôt que de trouver des trésors cachés, je découvre des appartements au loyer beaucoup trop élevé, surtout pour un budget étudiant.

Le mois dernier, une jeune femme a mis en vente un joli 4 ½ près du Stade olympique à 1 050 $ par mois. Après avoir reçu pas moins de 200 demandes de potentiels locataires intéressé(e)s, elle a augmenté le loyer de 200 $. Si cette situation est décevante pour les futur(e)s locataires, elle illustre surtout le besoin criant de logements abordables à Montréal.

En 2019, les pancartes à louer étaient discrètes sur les balcons d'appartements de la métropole. Le taux d'inoccupation des logements était de 1,5 %, le taux le plus bas en 15 ans. L'année dernière, la pandémie a modifié le paysage locatif montréalais. L'absence de cours universitaires en présentiel et le plus petit nombre d'étudiants et d'étudiantes de l'international venu(e)s s'installer à Montréal ont fait bondir le taux d'inoccupation à 2,7 % en 2020, selon les chiffres de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui produit chaque année un rapport sur l'état du marché locatif canadien.

Trouver un logement pour des étudiants qui ont un petit budget à Montréal devrait donc être plus facile. Pourtant, ce ne l'est pas. Toujours selon les résultats de l'enquête de la SCHL, le prix moyen des loyers a augmenté de 4,2 %. C'est la hausse la plus importante depuis 2003.

À l'Université du Québec à Montréal, à la session de l'automne dernier, nous étions 23 000 étudiants et étudiantes à suivre nos cours à temps plein. Avec les travaux à faire en dehors des heures de cours, les périodes d'études en vue d'examens et les stages non-rémunérés qui occupent notre horaire quelques jours par semaine, ça ne laisse pas beaucoup de temps pour travailler. Un emploi dans un café ou dans un restaurant 15 heures par semaine, ce n'est pas suffisant pour louer un appartement qui coûte 1 500 $ par mois, ni 1 000 $, ni même 800 $.

« Autant au niveau des enjeux socio qu'économiques, c'est important de répondre au besoin des étudiants. Souvent, ils n'ont pas les moyens de se payer un logement dans les grands centres », disait le responsable de l'habitation à la Ville de Montréal, Robert Beaudry, au journal *Métro*. Ça serait difficile d'être en désaccord avec lui.

En ajoutant aux étudiants et aux étudiantes de l'UQAM ceux et celles de l'Université de Montréal, de McGill et de Concordia, ce sont 100 000 locataires universitaires qui habitaient sur l'île de Montréal en septembre 2020. Le bassin étudiant à la recherche d'un logement est grand. Même trop grand. Nous cherchons tous et toutes le même type de logement, dans une gamme de prix similaire.

Normal que nous nous battions auprès des propriétaires pour mettre la main sur les appartements acceptables dans notre budget.

Au mois de septembre de l'an dernier, quelque 140 chanceux et chanceuses ont emménagé dans le premier logement étudiant coopératif de Montréal. Grâce à ce projet, développé par l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), ils et elles économisent tous les mois 15 à 25% du prix du loyer sur le marché privé. Victime de son succès, l'UTILE a loué 99% de ses unités en l'espace de quelques jours.

Un autre projet du genre est en cours à Montréal. La construction devrait être complétée en 2022. L'immeuble pourra accueillir des étudiants et des étudiantes dans ses 122 unités.

« En ce moment, le besoin de logement abordable est tellement énorme chez les étudiants. On pourrait en faire dix fois plus encore », expliquait au journal *Métro* le coordonateur général de l'UTILE, Laurent Levesque.

Non seulement il en faudra dix fois plus, mais les logements devront arriver rapidement, parce qu'actuellement, se loger à Montréal avec un budget étudiant, c'est presque une mission impossible. ❖

ENVIRONNEMENT

Le souhait écologique : à la vie à la mort

Les options funéraires se diversifient depuis quelques années pour un respect de la planète

MARC-ANTOINE FRANCO-REY

Avec la baisse en popularité des pratiques religieuses au Québec, les rites funéraires traditionnels semblent aujourd'hui décalés par rapport aux valeurs des générations qui ont à cœur les luttes environnementales. De plus en plus d'individus se tournent donc vers les options écologiques pour le dernier voyage.

Les cercueils et les urnes, constitués de produits manufacturés, ainsi que les substances chimiques utilisées dans la pratique de l'embaumement ont des effets néfastes sur l'environnement. Ces matières mises en terre, mélangées aux résidus des corps, génèrent « *des bactéries et des virus pouvant potentiellement contaminer les eaux souterraines et infecter les populations s'approvisionnant à partir de ces eaux* », selon une étude de Denis Gauvin, conseiller scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) .

Le complexe funéraire, qui prône ces méthodes, nous est souvent présenté, à tort, comme un passage obligé. Il existe d'autres moyens de disposer de son corps qui respectent davantage l'environnement.

C'est en regardant un documentaire de *La semaine verte* sur la « *pollution extrême des cimetières* » que le propriétaire d'Urne Bio Canada Jean-Philippe Gallard a eu l'idée d'importer des États-Unis le concept de faire pousser un arbre à partir des cendres d'un individu.

Depuis 2014, l'entreprise se spécialise dans la vente d'urnes faites de fibres recyclées qui se décomposent dans le sol ainsi que de boutures d'arbres mesurant environ un pied. Le réceptacle écologique est accompagné de matières acides qui contrebalancent l'alcalinité des cendres, favorisant ainsi la pousse du végétal. Le taux de succès de la croissance de l'arbre est d'environ 80 %.

« *D'année en année, les chiffres* [d'affaires] *augmentent* », affirme l'entrepreneur. Sa clientèle, plus diversifiée en termes d'âge qu'il ne s'attendait au début, est attirée par cette option pour des raisons environnementales, mais aussi financières. « *Les gens achètent ce produit parce qu'ils n'ont pas envie de passer par le scénario habituel qui coûte extrêmement cher* », explique-t-il. Son produit, qui inclut l'urne biologique et la bouture d'un arbre, revient entre 300 $ et 400 $.

Conseiller aux complexes funéraires Alfred Dallaire Memoria, Martin Carpentier qui offrent des services classiques autant que des options plus écologiques, parle aussi d'un phénomène en hausse : « *À chaque semaine on a une demande d'information à ce niveau-là* ». Ils offrent notamment un enterrement dans un cercueil le plus naturel possible, ainsi qu'une urne entièrement faite de glace, qu'on peut placer sur l'eau jusqu'à ce qu'elle fonde. « [Mais] *les changements sont longs. C'est un milieu assez conservateur, étant régi par l'Église* », témoigne le conseiller funéraire.

« *Si on peut faire du bien à notre planète avec notre urne et donner aux gens un bel endroit où se ressourcer, pourquoi pas ?* », estime Jean-Philippe Gallard, qui propose parmi ses services une plantation située dans les Laurentides pour enraciner son arbre.

Partir l'esprit tranquille

Devenir un arbre, c'est précisément ce qu'Ariel Kirouac envisage de faire. L'étudiante au baccalauréat en relations publiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) justifie cette volonté par la nécessité que sa mort soit à l'image de qui elle est. « *Ça me représente, ça reflète surtout la manière dont je vais avoir vécu ma vie. Toute ma vie, je veux essayer d'avoir le moins d'impacts néfastes sur l'environnement possible, donc ça va de soi que la manière de disposer de mon corps ou de faire mes funérailles reflète ça* », croit-elle.

La jeune universitaire de 22 ans a découvert cette façon atypique de partir de ce monde au Festival Zéro Déchet de Montréal. Elle voit en cette alternative « *une manière de quitter l'esprit tranquille* » et a d'ailleurs entamé des recherches pour concrétiser la chose. « *C'est un beau dernier geste écologique qu'on peut faire pour la planète* [...] *de redonner notre corps à la nature parce qu'au fond, les humains font partie de la nature,* confie l'étudiante. *Aussi, je trouve que c'est symbolique, c'est comme une partie de nous qui va renaître dans cet arbre-là.* »

Ariel Kirouac sent que la mort est un sujet moins tabou pour sa génération, qui peut en parler plus ouvertement. « *Je pense que le rapport à la mort est beaucoup plus varié qu'avant, parce qu'on n'est plus endoctrinés par une manière spécifique de voir la mort, contrairement à lorsque tout le monde était croyant* », affirme-t-elle, disant ne pas avoir à cœur les méthodes traditionnelles.

Devoir de mémoire

Les raisons de délaisser les pratiques traditionnelles sont multiples, mais « [c'est] *souvent parce qu'elles sont justement traditionnelles* », soutient la docteure en anthropologie et professeure au Département de communication sociale et publique de l'UQAM Luce Des Aulniers. « *C'est que nous sommes au cœur de l'idéologie qui fait équivaloir* "passé" *à* "périmé" », précise-t-elle.

L'exposition a connu une importante décroissance dans les dernières décennies, relève Mme Des Aulniers. À une époque axée sur le rendement du temps, l'acte de prendre des heures, voire des jours pour veiller nos morts semble lointain et abstrait. « *En ce sens, il y a une rupture phénoménale avec les millénaires passés* », souligne-t-elle.

La professeure voit d'un bon œil l'action de planter un arbre qui pousserait à même les cendres d'une personne défunte pour conserver une trace de son passage sur terre. Toutefois, elle « *insiste sur l'idée d'un cimetière arbustier qui recueille les restes des morts les moins* "traités" *possible, un lieu dans lequel les plantations sont identifiées, par groupe* [pour] *que tout visiteur sache qu'il entre dans un lieu sacré, non pas religieusement, mais de ce que l'existence de chacun doit à celle* [de ses prédécesseur(e)s]. » En somme, pour que le souvenir de l'être aimé incarné par l'arbre soit préservé, encore faut-il qu'il soit planté dans un espace prévu pour faire persister la mémoire collective.

ÉDOUARD DESROCHES MONTRÉAL CAMPUS

Certains services funéraires proposent aujourd'hui à leurs client(e)s de devenir un arbre après la mort, une solution moins coûteuse et plus écologique que le service traditionnel.

ART DE LA PHOTOGRAPHIE

Apprendre à s'aimer au travers de la lentille

À l'ère des réseaux sociaux, la photographie est un médium de représentation pour tous les corps

SAMIRA AIT KACI ALI

De plus en plus de photographes se spécialisent dans la prise de portraits sans retouche pour déconstruire les idéaux de beauté, souvent propagés par des images retouchées. Mettre en valeur l'esthétisme et l'unicité de corps diversifiés permet à plusieurs de se réconcilier avec leur apparence.

Bien que les réseaux sociaux témoignent d'une plus grande diversité corporelle, le paysage médiatique québécois se démarque toujours par son manque de représentation, selon les artistes rencontré(e)s par le *Montréal Campus*. « *Quand je compare le Québec à d'autres parties du monde, je réalise qu'il reste beaucoup de travail à faire lorsqu'il est question d'inclusivité* », constate la modèle et photographe Esther Calixte-Béa (@queen_esie), qui admet ne jamais avoir vu de femmes qui lui ressemblent dans les médias en grandissant.

PHOTO: CHARLOTTE RAINVILLE

«Mirabella & Victor-Olivier», 2021. Photographie boudoir.

« *Je pense aux jeunes filles en ce moment et je suis contente qu'elles aient une plus grande diversité de modèles, mais il ne faut pas non plus s'asseoir sur ses lauriers. La diversité ce n'est pas une mode, on a besoin d'efforts constants* », implore Mme Calixte-Béa.

L'ancienne athlète et mannequin Pernelle Marcon, qui lutte contre le capacitisme – cette discrimination qui présuppose que les personnes ayant un handicap ou étant neurodiverses sont moins capables que les personnes qui n'ont pas un handicap ou qui sont neurotypiques –, pense que « *sans représentation, c'est très difficile de se projeter. Et puis, la normalisation de certains corps fait beaucoup de dégâts sur la santé mentale* ».

D'un autre oeil

« *Voir mon corps différemment en fonction des cadrages et des angles m'a permis de le comprendre davantage. On découvre de nouveaux morceaux de soi* », confie Alizée Pichot, autrice et porte-parole de Maipoils, mouvement qui encourage les femmes à redécouvrir leur pilosité.

Pour les modèles, les séances de photographie deviennent souvent thérapeutiques parce qu'elles leur permettent de se réconcilier avec leur corps. La photographe montréalaise Charlotte Rainville, connue sous le pseudonyme « jailli » sur Instagram, croit également que se voir au travers de la lentille « *d'une personne dont la priorité est de te faire sentir beau ou belle* » peut être bénéfique pour la confiance de ces modèles. « *Des fois, on a juste besoin que quelqu'un nous dise*: "Regarde, c'est comme ça que les autres te perçoivent, tu es magique!" », ajoute la photographe.

C'est aussi l'occasion pour plusieurs femmes de se libérer de la pression qu'exerce sur elles le *male gaze* (regard masculin), qui cherche à les sexualiser et à les chosifier. Selon la définition du concept, c'est au travers de ce regard masculin que sont établis la majorité des mythes de beauté propagés dans les médias.

« *Une fois que j'ai compris ce qu'était le* male gaze, *mon amour propre a augmenté. Je n'essaie plus de plaire aux hommes, je me concentre sur mes propres standards et j'essaie de me plaire à moi-même* », raconte la modèle et étudiante au baccalauréat en relations internationales et droit international à l'UQAM Sheila Suos.

C'est dans ce même ordre d'idées qu'Esther Calixte-Béa a lancé son projet Lavender, une série d'autoportraits qui mettent en avant les poils sur sa poitrine dans le but de les normaliser. « *La pilosité féminine est sous-représentée. Elle est encore l'objet de beaucoup de critiques. On ne montre que des corps lisses et blancs* », exprime l'artiste.

Contre les tabous

Les réseaux sociaux ont libéralisé la photographie boudoir, c'est-à-dire de modèle nu et semi-nu. Ce genre s'intéresse à la beauté et à l'esthétisme du corps humain sans nécessairement chercher à le sexualiser.

« *À mon avis, ce qui en fait de l'art, c'est cette volonté des photographes et des modèles d'aller briser les tabous, de pousser, de critiquer et de détruire les standards de beauté de notre société* », soutient la modèle boudoir et étudiante au baccalauréat en arts visuels à l'UQAM Amély Thérien Tremblay. Ainsi, le but premier du boudoir est de démontrer que tous les corps méritent d'être valorisés.

PHOTO : CHARLOTTE RAINVILLE

La photographe Charlotte Rainville, aussi connue sous le pseudonyme «jailli» sur Instagram, se sert de la photographie boudoir afin de briser les tabous autour de la représentation du corps.

> *« La diversité ce n'est pas une mode, on a besoin d'efforts constants. »*
>
> **Esther Calixte-Béa, modèle et photographe**

La diversité et la représentation sont des thèmes qui se retrouvent au cœur de cet art. « *Pour moi, c'est important de travailler avec des gens qu'on voit dans la vie de tous les jours. Je ne refuserais jamais de photographier un modèle à cause de son apparence* », affirme la photographe Charlotte Rainville, qui espère que d'ici cinq ans, la retouche photo et les distributions tokénisantes – cette idée qu'il doit y avoir de la diversité seulement pour éviter les accusations de discriminations – soient des réflexes du passé.

Des compagnies québécoises apportent d'ailleurs un renouveau dans l'industrie de la mode québécoise grâce à leurs campagnes publicitaires inclusives. « *Notre but est d'aller chercher le plus de visages possible. On comprend que ce n'est pas qu'une question de taille* », expliquent la co-fondatrice de la compagnie J3L Lingerie Jeanne Lebel et Laurence Lafond. Elles ajoutent que la plupart des femmes avec qui elles travaillent ont de la difficulté à accepter leur corps. « *On les aide à briser les barrières et c'est un cheminement qui se reflète dans nos campagnes publicitaires* », ajoutent les créatrices de l'entreprise.

La compagnie de maillots de bain et de vêtements Mimi & August reçoit quant à elle quotidiennement des commentaires de gens qui apprécient l'honnêteté de ses photos. « *On voit la cellulite, les vergetures et nos client(e)s peuvent facilement s'y reconnaître* », indique l'assistante en vente et marketing Laurie Schulz.

Si la bataille pour l'inclusion et la diversité est encore loin d'être gagnée, beaucoup d'artistes photographes et d'entreprises de lingerie démontrent une volonté de faire tomber les standards. « *La photographie a longtemps été utilisée pour construire les standards de beauté. Je crois qu'on peut utiliser ce même média pour les déconstruire* », espère Mme Calixte-Béa.

En coulisses

CHRONIQUE

Identités accessoirisées : public *queer* appâté

ANDRÉA SPIRITO

Alors que la série Netflix américaine *Les Chroniques des Bridgerton* est acclamée par la critique dans de nombreux pays, elle fait aussi grincer des dents. Son utilisation accessoire de personnages homosexuel(le)s est contreproductive. Afin d'appâter l'auditoire queer, accroître le nombre de visionnements et rentrer dans le moule de la « *série qui prône la diversité* », la série échoue l'objectif de la représentation. On appelle ça le *queer-baiting* (l'appât à queer). D'un point de vue moral, ce n'est pas glorieux. Cette pratique peut aussi être néfaste pour les minorités sexuelles.

Le *queer-baiting*, c'est cette facilité de représenter une minorité sexuelle en la gardant dans le second plan pour attirer l'audience *queer* tout en évitant « *d'exclure* » le public principal qui est souvent hétérosexuel et cisgenre. Dans le cas des *Chroniques des Bridgerton* — cette série à l'époque de la Régence anglaise où huit frères et sœurs d'une riche famille tentent de trouver l'amour —, le problème se pose quand le personnage de Benedict, l'un des frères Bridgerton, rencontre un artiste peintre. Tout de suite, on sent qu'il y a des regards qui pourraient nous faire penser que les deux hommes se plaisent. Il y a une alchimie qui reste en suspens et à laquelle on s'attache jusqu'à ce que l'on découvre que le peintre est gai, mais que Benedict est hétérosexuel. Alors on peut comprendre une certaine déception de la part de communauté queer qui aurait pu espérer être représentée à travers cette potentielle histoire d'amour entre les deux hommes. On se demande donc si le *queer-baiting* est un signe de progrès ou plutôt une exploitation des personnes queers.

Le danger qui recèle dans cette utilisation facile des personnages queers à des fins commerciales, est la mauvaise représentation de personnages issu(e)s des minorités sexuelles. En continuant le *queer-baiting*, le corps artistique perpétue l'imaginaire comme quoi les personnages queers n'ont pas le droit d'avoir le premier rôle avec une vie dite « *normale* » et heureuse sans se fondre dans la masse des personnages principaux hétérosexuel(le)s et cisgenres qui se retrouvent souvent au premier plan.

L'autre danger est l'espoir de se voir représenté(e) de la part de la communauté queer pour finalement se sentir invalidé(e) au moment où le couple que l'on espérait homosexuel est finalement hétérosexuel. C'est donc ici que se cachent les techniques de marketing employées qui surfent sur la vague de la diversité pour attirer ce public qui finit déçu et désenchanté. Ces stratégies commerciales néfastes finissent par instrumentaliser des orientations de genre et des orientations sexuelles sans pour autant les représenter d'une juste manière.

Néanmoins, la représentation des personnages *queer* est nécessaire et il est crucial qu'elle soit positive. Pendant plusieurs années, les personnages homosexuel(le)s dans les films et séries télévisées avaient une histoire de vie compliquée, torturée, voire tragique. On peut prendre l'exemple du film *Souvenirs de Brokeback Mountain*, l'histoire de deux hommes dans le milieu rural des États-Unis qui tombent amoureux dans les années 1960. Au Québec, dans la série télévisée de 2005, *Les Invincibles*, le personnage de Steve est bisexuel pourtant on le voit seulement fréquenter des femmes. Les scénaristes ne montrent donc pas vraiment l'étendue de sa sexualité et annihilent une partie tout aussi importante de son identité. C'est encore une fois une technique de scénarisation utilisée pour ne pas déranger le public hétérosexuel qui est souvent majoritaire.

Cependant, le Québec a quand même de belles représentations de personnages queers. Le réalisateur émérite Xavier Dolan a apporté un vent de fraîcheur dans la représentation des personnages homosexuels à l'écran. Dans le film *J'ai tué ma mère* sorti en 2009, on apporte une image positive du couple gai sans pour autant qu'il soit au cœur de l'histoire principale. Une représentation positive de l'homosexualité réussie laisse place aux autres traits caractéristique d'un(e) personnage. Car dans la réalité, l'identité des membres de cette communauté ne peut pas être simplifiée. ❖

COVID-19

Les musées modulent leurs calendriers

FLORENT MAIORANA

Expositions reportées, activités annulées, fermetures répétées : la pandémie de la COVID-19 n'a pas épargné les musées québécois. L'art de la programmation peut sembler abstrait, mais le défi logistique qui l'accompagne est pourtant très concret.

« *Dans la dernière année, on a revu la programmation au moins quatre ou cinq fois, si ce n'est pas plus* », raconte la conservatrice de l'art contemporain du Musée régional de Rimouski, Ève De Garie-Lamanque. « *Ça fait un effet boule de neige.* [...] *Une exposition qui est repoussée, ça repousse toutes les autres* », ajoute-t-elle.

C'est notamment le cas des expositions *La charge, fiction et réalité dramatiques, Périple sur deux chemins, Dé-constructions* et *16 Latitudes* au Musée des beaux-arts de Sherbrooke (MBAS). « *On a modifié notre calendrier de programmation pour faire en sorte de ne pas annuler d'expositions temporaires* », rapporte la directrice et conservatrice en chef du MBAS, Maude Charland-Lallier.

Les subventions offertes par les gouvernements fédéral et provincial ont permis aux musées d'obtenir les liquidités nécessaires afin de répondre à leurs obligations financières. Il n'en demeure pas moins « *qu'il y a eu des pertes énormes en termes de revenus autonomes* », explique Mme Charland-Lallier, qui fait référence aux billets d'entrée, aux groupes scolaires et aux conférences en présentiel.

Le report des expositions implique des coûts imprévus. « *Changer une exposition de place, ça implique énormément d'échanges et de communications avec toutes les parties impliquées, que ce soient les transporteurs, les assurances, les musées, les prêteurs, les artistes et même les sociétés de gestion des droits* », énumère Mme De Garie-Lamanque.

PHOTO : FRANÇOIS LAFRANCE

L'exposition Dé-constructions de José Luis Torres au Musée des beaux-arts de Sherbrooke (MBAS).

Une situation précaire

Les contrats avec les artistes varient d'un musée à l'autre. La direction du MBAS a pris la décision de rémunérer les artistes durant la fermeture obligatoire. Ainsi, ils et elles ont eu droit à un cachet plus élevé en fonction du temps que leurs œuvres ont passé en salle, avant la fermeture.

De son côté, le Musée d'art de Joliette n'a pas rémunéré les artistes selon la diffusion de leur travail. « *Tant que l'exposition n'est pas présentée, le cachet de présentation de l'œuvre n'est pas donné* », indique la conservatrice de l'art contemporain, Anne-Marie St-Jean Aubre.

En un an, la pandémie a mis à rude épreuve les emplois du monde culturel alors que 24,1 % d'entre eux ont tout simplement disparu, selon un sondage mené auprès de 2 000 membres d'associations artistiques, ce qui représente près de 50 000 emplois.

Du côté des créateurs et des créatrices, « [...] *l'aide du Conseil des arts du Canada et* [du gouvernement] *du Québec a été très présente* », souligne l'artiste argentin, José Luis Torres. En plus de ce soutien financier, son exposition *Dé-constructions* a été prolongée au MBAS. « *J'ai profité de l'occasion pour développer de nouvelles expériences dans l'espace public en considérant les mesures sanitaires imposées* », poursuit-il.

Une annulation crève-coeur

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et le Musée d'Orsay à Paris n'ont pas été en mesure de coordonner leurs calendriers en raison de la fermeture prolongée des institutions en France. *Les origines du monde : l'invention de la nature au XIXe siècle*, présentement dans la Ville Lumière, ne foulera donc pas le sol de la métropole québécoise, pour le moment.

L'exposition, inaccessible au public français depuis novembre, doit être présentée au moins trois mois à partir d'une date toujours inconnue. Le MBAM se désole de la situation, mais c'était la seule option possible à ce stade, concède la directrice des communications, Pascale Chassé.

Les institutions muséales du Québec ont offert une panoplie d'activités culturelles en ligne au cours des derniers mois. Elles ont parfois proposé des visites virtuelles en 360 degrés, des panels en visioconférence ou des ateliers interactifs.

Dans la majorité des cas, les musées ont fait le choix de la gratuité. « *C'est très difficile de charger pour une activité virtuelle parce qu'il y a une offre abondante qui n'est pas payante* », soutient la directrice du MBAS.

Les artistes aussi ont dû faire preuve d'imagination pour donner signe de vie à leur communauté. Instagram, par exemple, est même devenu un outil pour se connecter avec son public. « *C'est remarquable comment plusieurs artistes ont trouvé des façons très simples et minimalistes de continuer à créer et à montrer* », conclut M. Torres.

MTLCAMPUS
MONTREALCAMPUS
@MONTREALCAMPUS

ART NUMÉRIQUE

Entre les mots et les corps

Associé à tort ou à raison à la pornographie, l'art érotique tente de se créer une place légitime sur Internet

ROXANNE LACHAPELLE

Dessins, photos, poèmes, slams : les formes sous lesquelles prend vie l'art érotique sont toutes aussi nombreuses que le nombre de pages Instagram qui en regorgent. Il est toutefois difficile de tracer la ligne entre l'art et la pornographie, et ainsi définir la place de ce type de contenu sur les réseaux sociaux.

Un contenu érotique, même s'il fait souvent naître une certaine excitation chez celui ou celle qui le regarde, n'est pas nécessairement pornographique. Pour la page Instagram *@_washingdishes*, qui publie des photos et courtes vidéos de corps nus et diversifiés, l'une des raisons poussant le collectif de la page à faire de l'art sensuel est son désir de « *propager l'amour sous toutes ses formes.* » Pour ces artistes, la limite entre la pornographie et l'art érotique se situe en partie dans l'intention d'en faire une pièce artistique ou non, et dans la manière d'aborder certaines thématiques.

Ainsi, comparativement à la pornographie, l'art sensuel permet d'explorer plus en profondeur la sensualité et l'intimité. « *Si on définit la pornographie comme ayant pour but ultime l'excitation sexuelle, c'est en partie aussi ce que l'on vise avec certains projets, mais toujours en conservant une sensibilité et une vision artistique. En plus de l'excitation, nous visons aussi à toucher l'âme, le cœur et tous les sens* », expliquent les artistes de la page.

Ces comptes, s'ils sont adorés par plusieurs, font aussi face à un lot d'incompréhension et de résistance. Pour plusieurs, « *la sexualité est une affaire privée, et il y a un certain malaise* [quant à l'idée de] *la mettre dans la sphère publique* », indique la professeure de sociologie à l'UQAM Stéphanie Pache.

Traiter de sexualité est encore tabou dans l'art, surtout pour les femmes qui reçoivent souvent un jugement plus sévère que les hommes, explique celle qui est également chercheuse à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF). Stéphanie Pache précise que plusieurs personnes ont une image passive de la femme quant à sa propre sexualité, alors que celles qui sont actives dans leur sexualité, qui suscitent le désir, sous quelque forme que ce soit, sont perçues péjorativement.

Illustrations d'Édouard Desroches inspirées des oeuvres de @pourunex.

Instagram regorge de personnes mineures qui ont accès aux différentes pages présentant de l'art érotique. La créatrice de *@pourunex*, une page offrant à la fois des photos et des poèmes érotiques, confie s'être beaucoup questionnée sur la possibilité que des jeunes consomment son art. Sans se censurer dans sa liberté artistique, elle affirme garder une certaine préoccupation quant à cet enjeu. Elle espère toutefois que ses poèmes puissent jouer un rôle qui, en plus d'être éducatif, permet d'émanciper les jeunes filles.

« *Par rapport aux mineurs* [...], *il s'agit surtout d'avoir une éducation sexuelle, et ce qu'on appelle la "*littératie à la pornographie *" face à ces productions-là, c'est une offre qui n'est pas suffisamment développée dans les écoles* », soulève la professeure Stéphanie Pache.

Le collectif *@_washingdishes* définit sa page comme présentant du contenu artistique destiné aux adultes. Conscient(e)s qu'il est difficile d'avoir le contrôle sur ceux et celles qui fréquentent leur page, ils et elles espèrent que leur contenu puisse offrir une meilleure éducation sexuelle que la pornographie traditionnelle : « *Une chose est sûre, à 16 ans, nous aurions préféré voir du contenu comme le nôtre pour nous sentir valides et avoir une meilleure relation avec la sexualité et notre corps.* »

OnlyFans et l'art

Au-delà du contenu artistique présent sur Instagram, plusieurs pages d'art sensuel utilisent aussi la plateforme pour promouvoir leur compte personnel OnlyFans, une plateforme en ligne où l'on retrouve des photos et des vidéos, souvent à caractère sexuel, sous forme d'abonnement. C'est le cas de la créatrice de *@pourunex* qui offre des photos davantage osées, mais aussi un regard intime sur son art, publiant des poèmes plus poussés et des vidéos où elle lit ses textes.

« *Je ne me considère pas pornographique* [...], *mais même si* [une personne] *décide de partager du contenu uniquement sensuel, il y a quand même des gens qui vont y voir de la porno, surtout que les mentalités ne sont pas encore ouvertes à 110 %* », explique la créatrice. Celle-ci espère par ailleurs que son art puisse amener les femmes à se libérer de la pression sociale qui pèse sur elles, notamment en s'appropriant leur corps.

En coulisses

CHRONIQUE

Appel à l'aide chuchoté

MAÏKA YARGEAU

Si l'on pense à une histoire d'amour tragique, ce sont les duos de Roméo et Juliette, de Parker et Hatchi (oui, le chien) ou encore de Rose et Jack qui traversent habituellement notre esprit. Pourtant, ces jours-ci, la rupture qui me fait mal à l'âme est plutôt celle du milieu artistique québécois et du militantisme dont il était jadis imprégné.

Depuis déjà un an, les sphères artistiques se sont heurtées à un énorme iceberg qu'elles n'avaient point vu venir, la pandémie. Et comme Rose à la fin de *Titanic*, leurs appels à l'aide demeurent sans réponse.

À la mi-mars, un inquiétant rapport préparé par la Fédération nationale des communications et de la culture a été dévoilé. Plus de 30 000 personnes du secteur culturel ont perdu leur emploi au cours de la dernière année. Parmi les 2000 personnes sondées dans le cadre du rapport, 72 % ont dit vivre de la détresse psychologique, plus de 43 % disent présenter des symptômes de dépression majeure et 11,7 % ont indiqué avoir eu des pensées suicidaires depuis le début de la pandémie.

Plus d'une personne sur dix a pensé mettre fin à sa vie.

Et malgré ces constats criants, bien peu de moyens sont mis à leur disposition pour les aider à traverser cette crise, pendant laquelle les artistes sont d'ailleurs énormément sollicité(e)s.

Cela dit, les artistes sont reconnu(e)s pour défendre le bien commun avant leurs propres intérêts. Normalement, lorsque la situation est urgente, ils et elles prennent micro, pinceau ou caméra pour décrier les injustices ou encore pour faire valoir leurs opinions et idées.

La question nationale est un bon exemple pour illustrer la ferveur dont étaient empli(e)s les artistes du XXe siècle. Chansons, livres, pièces de théâtre, toiles, films : les œuvres d'art souverainistes se succédèrent les unes après les autres pendant deux décennies. Cette flamme révolutionnaire qui habitait l'âme de nos artistes semble toutefois s'être refroidie au fil des années. Est-ce l'échec du second référendum qui a laissé un goût amer et un sentiment de désenchantement dans le cœur de nos créateurs et de nos créatrices ? Peut-être, mais cela n'excuse pas l'absence des rebelles dans nos rues lorsque vient le temps de scander des discours revendicateurs. Comme l'a écrit Serge Fiori en 1974: « *Où est allé tout ce monde qui avait quelque chose à raconter* » ?

La professeure enseignante en histoire de l'art à l'UQAM Ève Lamoureux pense qu'il y a autant d'artistes engagé(e)s aujourd'hui que dans le temps de ce grand parolier. Ils et elles seraient simplement plus discrets et discrètes. Pour la professeure qui est aussi autrice de l'ouvrage *Art et politique - Nouvelles formes d'engagement artistique au Québec*, ce n'est pas parce que les batailles n'ont plus « *les allures de grandes luttes communes* » qu'elles n'existent pas pour autant. L'autrice a notamment inscrit dans son livre que plusieurs croyaient que « *la période phare de l'engagement des artistes était, dans les esprits, révolue* ».

Il serait facile de le croire, quand on regarde le mutisme des artistes délaissé(e)s par la société alors que les politiques gouvernementales cette année en matière de culture ont donné amplement matière à se révolter. Quelques statuts sur les réseaux sociaux, ce n'est rien d'aussi poignant que ce dont on les sait capables. En même temps, quand ce sont les subventions de ce même gouvernement qui te permettent de manger, il devient difficile de mordre la main qui te nourrit.

Peut-être que le militantisme s'est simplement trouvé un nouveau visage. Plus doux, moins tape-à-l'œil. Parce que les artistes se sont porté(e)s à la défense de la liberté d'expression en humour, de la planète ou encore des victimes de violences à caractère sexuel au cours des dernières années. Il y a encore peu de temps, l'humoriste Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques s'exprimait au gala Les Olivier sur les plates excuses redondantes des artistes dénoncé(e)s.

Le militantisme artistique n'a peut-être pas sombré avec le navire. Celui-ci se réconcilie peut-être simplement avec ces artistes trop longtemps désenchanté(e)s. L'histoire ne peut donc avoir une fin tragique si elle n'a pas encore de fin. ❖

CULTURE AUTOCHTONE

L'art de la résistance autochtone

Les populations autochtones se réapproprient leur art, entre autres grâce aux réseaux sociaux

LAETITIA ARNAUD-SICARI

GRACIEUSETÉ DE KAIA'TANÓ:RON DUMOULIN BUSH

Le colonialisme européen a eu des répercussions sur les pratiques et l'art autochtones. Le partage de cet art grâce à Internet permet, aujourd'hui, aux artistes de préserver le localisme de leurs pratiques. (Photo : oeuvre « Get Over it »)

Jadis contrôlées sous le colonialisme, les pratiques artistiques et les traditions ancestrales autochtones sont devenues une part de la culture populaire. Les nombreuses communautés se réapproprient leur art à travers les moyens d'expression d'aujourd'hui.

Les pratiques créatives des communautés autochtones sont aussi nombreuses que variées. « *Il y a l'art rupestre avec ses fresques et ses pétroglyphes. Puis, il y a les parures, c'est-à-dire le perlage, les coiffes, les habits, les bijoux, le fait main, l'artisanat et le tatouage. On y trouve aussi toutes les formes de prise de parole comme la littérature, le cinéma et le chant* », énumère le commissaire d'art, sociologue et professeur wendat d'art à l'Institution Kiuna Guy Sioui Durand.

Par exemple, l'artiste, chorégraphe et danseuse professionnelle mohawk de Kahnawake Barbara Kaneratonni Diabo se spécialise dans la danse du cerceau, danse traditionnelle pratiquée par des hommes à l'origine, où sont utilisés des cerceaux au rythme de la musique. « *Autrefois, son origine était associée à la guérison et aux cérémonies. Aujourd'hui, la danse du cerceau est une danse qui raconte très souvent des histoires* », explique Mme Diabo.

Des pratiques qui ont résistées

La colonisation européenne de l'Amérique a bousculé les pratiques artistiques des communautés autochtones, notamment par l'introduction de nouveaux matériaux lors d'échanges commerciaux au XVIe siècle, explique la professeure d'histoire de l'art à l'Université de Montréal Louise Vigneault. Celle-ci cite en exemple les perles de coquillage et en terre cuite, qui ont été remplacées par celles en verre pour diverses raisons telles que la variété des couleurs offertes et la meilleure qualité de résistance.

Un engouement a eu lieu au XIXe siècle auprès des artistes autochtones, car leurs objets ont créé une demande au Canada ainsi qu'en Europe. En raison de cette activité économique, Mme Vigneault explique que les populations autochtones ont « *transformé leurs pratiques pour plaire et servir les goûts des Européens.* [Elles] *ont perdu le contrôle sur l'évolution de leurs pratiques.* »

Avec l'adoption de la loi fédérale sur les Indiens instaurée en 1876, « *les pratiques artistiques cérémonielles et rituelles des Autochtones* [ont été] *interdites par la loi sous peine d'amende ou d'emprisonnement* », informe la professeure d'histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) Caroline Nepton Hotte. Les personnes affectées par la loi ne retrouveront qu'en 1951 le droit de « *pratiquer leurs cérémonies et leurs activités culturelles* » grâce à l'amendement de la Loi sur les Indiens.

Les années 1960 et 1970 se sont inscrites dans une « *renaissance autochtone* » selon Mme Nepton Hotte, elle-même issue de la communauté innue de Mashteuiatsh. « *Les artistes autochtones ont marqué les milieux de l'art dès les années 1960 et 1970 en proposant tout un style de création et de peinture. Leurs œuvres ont été diffusées par des réseaux de l'art moderne au Canada et à l'échelle internationale. Ces créateurs et ces créatrices ont mis au défi les commissaires en art et les institutions artistiques* », précise-t-elle.

La résurgence d'artistes autochtones signifie aussi la revivification des techniques artistiques ancestrales dont « *la trajectoire a été interrompue par le colonialisme* », détaille la professeure adjointe métisse de la Faculté d'éducation de l'Université de la Colombie-Britannique, Shannon Leddy. Certains peuples autochtones vivant dans l'ouest du Canada fabriquaient des mâts totémiques et de grandes sculptures. Ces pratiques ont été perdues aux XIXe et XXe siècles, puis ranimées par des artistes il y a 30-60 ans. « *Ces artistes se sont inspirés des éléments stylistiques de ces anciennes sculptures pour ensuite les reproduire dans leurs œuvres* », explique Mme Leddy.

Si les moyens d'expression artistique utilisés par les communautés autochtones sont revenus en force, ils continuent toujours d'évoluer. « *Les artistes autochtones évoluent comme les matériaux évoluent. Les artistes évoluent aussi selon des enjeux contemporains comme n'importe quelle autre communauté culturelle* », souligne Shannon Leddy.

Par exemple, Lil' Red Dress Project est un projet communautaire qui a été créé par Carla Voyageur et Jeannine Lindsay en 2018 pour sensibiliser le public au sort des femmes et des jeunes filles autochtones disparues et assassinées au Canada. L'équipe derrière cette initiative conçoit des boucles d'oreille et des épingles en perles rouges, couleur symbolique pour le mouvement. Leurs créations sont affichées sur les réseaux sociaux et sur leur site web.

À l'ère d'Internet

Les pratiques artistiques autochtones connaissent un nouvel essor au XXIe siècle grâce aux réseaux sociaux. Selon Louise Vigneault, le numérique « *rejoint la conception des communautés autochtones du territoire ouvert qui n'a pas de frontières et qui est prompt aux échanges.* » Un grand nombre d'artistes issu(e)s des communautés autochtones se trouvent sur le web, puisque c'est une façon de contourner les institutions artistiques. Internet permet aussi aux créateurs et aux créatrices autochtones de garder le contrôle sur leur culture et « *de préserver le localisme de chaque communauté* ».

L'illustratrice québécoise et mohawk Kaia'tanó:ron Dumoulin Bush prouve cette idée avec l'événement hebdomadaire qu'elle coordonne: *daphne heads: perler/parler*. Il s'agit d'un cercle où les femmes, discutent par visioconférence, en faisant du perlage. « *C'est une façon d'apprendre des femmes et d'artistes expérimentées. J'ai l'impression de parler à des amies proches et à de la famille* », raconte-t-elle.

La jeune artiste affectionne ces rencontres. « *Sur Internet, il y a vraiment de belles communautés. Ces endroits sont essentiels en temps de pandémie pour parler à d'autres Mohawks et à d'autres Autochtones* », témoigne-t-elle, un sourire aux lèvres.

Angles morts

CHRONIQUE

Pour une inclusion adéquate de la diversité au sein du journalisme québécois

ARIANE BRODEUR-FAKHOURY ET ELI C. CARREÓN

ÉDOUARD DESROCHES ET LILA MAITRE MONTRÉAL CAMPUS

Les vigies de la diversité et de l'inclusion du « Montréal Campus », Ariane Brodeur-Fakhoury et Eli C. Carreón.

Pour que la pratique journalistique puisse remplir son rôle, la représentation de l'ensemble de la société est nécessaire. Toutefois, si la diversité semble de plus en plus considérée au sein des journaux étudiants, il reste du chemin à faire avant qu'elle ait sa juste place dans tous les médias d'information au Québec.

En tant que vigies de la diversité et de l'inclusion, notre travail au sein du *Montréal Campus* prend enfin forme. Les sujets sont plus diversifiés, les intervenant(e)s plus représentatif(ve)s des communautés concernées, et les angles d'approche, plus variés. Lorsque d'autres journaux étudiants nous ont contactés pour inclure une Vigie au sein de leur propre équipe de rédaction, nous savions que notre labeur portait fruit. Jusqu'où cette démarche peut-elle se rendre ? Il importe de faire état de la diversité au sein du journalisme québécois.

Pour une diversité dans l'actualité, il faut une équipe de rédaction diversifiée, ce qui est quasi absent des médias traditionnels québécois. Journaliste et nouvellement cheffe d'antenne pour Noovo, Noémi Mercier voit un manque frappant de représentation au sein des salles de nouvelles. « *Si l'on compare à la proportion issue des minorités visibles, ethniques et autres, dans la population québécoise, les proportions sont nettement moindres* », remarque la journaliste issue de la diversité.

Comparables sur le plan de la diversité, ces équipes de rédaction journalistique dépeignent un portrait disproportionné de la société. Ce constat est aussi perçu par la journaliste, chroniqueuse et autrice féministe québécoise Judith Lussier, qui observe cette problématique depuis longtemps dans la pratique journalistique. « *C'est effectivement important parce que depuis toujours, le journalisme a été très homogène, sous le couvert de la neutralité* [...] *et il y a encore beaucoup de chemin à faire pour avoir plus de diversité dans les médias* », soutient la chroniqueuse.

Un changement à l'interne

Ce travail essentiel que les médias doivent entamer demande des changements organisationnels permettant une inclusion des populations relevant de minorités au sein de la structure des médias d'information. Plusieurs initiatives peuvent être mises en place pour entamer un changement selon l'autrice : « *Il faut accompagner et aider les personnes issues de la diversité à présenter leur candidature et leurs reportages* [...] », propose Judith Lussier.

Difficilement accessibles pour ces journalistes issu(e)s de la diversité, les médias d'information nécessitent pourtant leur intégration, afin d'apporter un angle d'approche différent sur l'actualité. Selon la journaliste affairée aux communautés autochtones de Radio-Canada, Véronik Picard, il importe d'inclure ces journalistes de la diversité dans les salles de nouvelles pour engager des discussions et développer le réflexe de traiter des sujets relatifs aux communautés marginalisées. « *Il faut des collègues qui peuvent, à même la salle de nouvelle, les sensibiliser à l'importance de ces nouvelles-là, et à la manière de les traiter, sans biais inconscient et avec plus de sensibilité culturelle* », précise la journaliste. Selon elle, une inclusion de la diversité aux divers postes de direction représente la solution pour intégrer efficacement les journalistes de la diversité et comprendre mieux les enjeux qu'ils et elles défendent.

> « Selon le rôle social du journalisme, il doit être inclusif par définition. »
>
> **Roland-Yves Carignan, professeur invité à l'École des médias de l'UQAM**

Repenser nos liens sociaux

Les difficultés liées à l'inclusion au sein du journalisme au Québec s'étendent plus loin que les salles de nouvelles : elles touchent tout le milieu des communications. Au-delà de l'intégration des communautés marginalisées à l'interne, Véronik Picard considère qu'un travail de diversification des ressources des journalistes est nécessaire, afin de bâtir un cercle relationnel inclusif. « *Il y a un travail à faire de collaboration entre les médias et les communautés* [autochtones]. *Ça prend des journalistes qui vont faire l'effort de tisser des liens concrets, de proximité, avec des intervenants des communautés* », propose la journaliste de Radio-Canada.

Ce manque de sources d'information sur le terrain est habituellement un reflet du manque d'inclusivité perçu au sein de la pratique journalistique. L'ancien directeur de l'information au *Devoir* et professeur à l'École des médias de l'UQAM, Roland-Yves Carignan, voit un problème dans la structure de la production journalistique, et ceux et celles qui la conçoivent en amont. « *Il y a un côté systémique dans le fonctionnement du journalisme, qui engendre ce manque de représentation. Il importe de voir et de comprendre ce qui alimente l'information journalistique* », explique le professeur invité. « *On ne peut pas dissocier la fonction du journalisme et de la représentation, c'est la même chose. Selon le rôle social du journalisme, il doit être inclusif par définition* », ajoute celui qui enseigne le cours de presse quotidienne.

Si la représentativité est alors intrinsèque à la pratique journalistique, l'intégration et l'inclusion des personnes issues de la diversité constituent des changements de fond, qui vont au-delà de la diversification des équipes.

Selon Noémi Mercier, il faut redonner du pouvoir aux journalistes issu(e)s de la diversité, afin qu'ils et elles puissent adéquatement représenter leur réalité. Toutefois, elle met en lumière l'importance de leur formation journalistique, outre leur identité : « *Les journalistes provenant de minorités ne sont pas juste la diversité ou les oppressions qu'ils subissent, ils sont des gens qui ont toutes sortes d'expériences et d'expertise* », et qui méritent ainsi leur place dans le milieu journalistique, comme tout le monde. ❖

@MONTREALCAMPUS

Montréal Campus

Le journal indépendant de l'UQAM depuis 1980.